POBL VREIZH/LE PEUPLE BRETON
N° 473 / 3 €
AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ
JUIN / MEZHEVEN 2003

LE PEUPLE BRETON

RÉGIONALISATION RAFFARIN : QU'EN PENSENT LES RÉGIONALISTES ?

NANTES 22 JUIN MANIF POUR LA RÉUNIFICATION DE LA BRETAGNE

L'INVITÉ



Jean KERGRIST

Agriculture
Pas de Bretagne sans paysans

Centralisation
Le rapport-choc du Sénat

Livres
2 pages de nouveautés

L'invité du « Peuple breton »

Vive la résistance joyeuse !

Théorisons donc puisqu'on nous le demande. La vache prend bien le temps de ruminer avant de faire son lait. Comme elle, assumons l'exercice en osant dire « je ». « Je rumine donc je panse ». Attention : l'emploi outrecuidant d'un pronom à la première personne ne veut aucunement introduire à la maîtrise d'une nouvelle gourance. Le gourou souvent se goure. Mon petit « je » subjectif n'a que peu de poids face au jeu planétaire des puissants. Mon discours ne se réfère qu'à la fragilité des ruminations provisoires. Petit Poucet semant ses cailloux dérisoires, je m'assieds un instant sur le talus des grandes causes pour les compter. Sept petits cailloux dans ma main m'ont servi de repères. Pour retrouver mon chemin, je vais les égrainer un à un jusqu'à vous.

Liberté

Le mot « militant », accolé par d'autres à mes spectacles, écrits, manifs, discours ubuesques et improvisations diverses m'a toujours laissé insatisfait, car trop proche de son origine militaire : le verbe latin « militare ». J'ai toujours rechigné à marcher au pas et à aligner mes doigts sur la couture des causes préexistantes. Je revendique, moi aussi, le droit à l'inventaire. Quand on devient le porte-parole de mots d'ordre dictés par d'autres, on ne peut que rabâcher, non créer. Et si, en dernier recours, il faut, malgré tout, instiller au discours une image guerrière, disons que je me sens plus proche du fantassin, exposé aux avant-postes incertains, que de l'artillerie lourde, quadrillant durablement le terrain conquis. La carte d'adhésion aux idées généreuses ne vaut jamais passeport éternel.

Sens

Au « comment ça marche ? » j'ai toujours préféré le « à quoi ça sert ? » et « à qui ça profite ? ». La technique à elle seule ne peut justifier les finalités. Le « pourquoi la pomme tombe de l'arbre ? » n'efface pas le « qui va la manger ? » Étonnement amusé de ne jamais me satisfaire des apparences. La piste du sens se renifle au quotidien. Sa recherche ne peut s'assouvir en un havre définitif. L'écorce des évidences doit toujours être grattée à cœur... quitte à y perdre en route quelques connivences amicales.



D.R.

Solidarité

Jamais je n'ai mené cette quête du sens en solitaire. Les bouts de chemins se sont multipliés avec les uns et les autres. En quittant le groupe sécurisant du travail théâtral de mes débuts, j'ai rencontré la multitude. Antinucléaires, travailleurs sociaux, paysans, personnel de santé, eau et rivières, défenseurs des droits de l'Homme, de la langue et de la culture bretonnes, combattants contre les agressions et manipulations destinées à mettre à sac notre planète... Chacun de mes spectacles porte le nom d'une lutte, fait revivre des images, des regards, des amours. Il faudra, malgré tout, songer à m'alléger de cette bonne quinzaine de cotisations diverses, sinon il ne me restera plus rien de ma maigre future retraite.

Corps

Amis, j'ai habité vos luttes en me mettant en péril. J'ai pris le risque de m'exposer, corps suant offert à vos regards voyeurs. Plus d'une fois, ma voix s'est cassée, mes muscles ont lâché, mes cheveux ont blanchi, mes mains ont tremblé. Ceci est mon corps, joué pour vous sur le fil fragile de la culbute clownesque.

Anticiper

J'ai tenté toujours de pressentir l'important avant qu'il n'advienne. Laissé aux morts les combats d'arrière-garde, chaque jour j'ai regardé l'horizon en lui demandant quel temps il fera demain.

Enracinement

Je me suis battu dos au mur en terrain de connaissance. Ne sachant pas où j'allais, j'ai tenté de comprendre de quelle terre j'étais fait. La Bretagne est ma nostalgie du futur. Un monde réel, encore en gestation. Dans le comice agricole des récompenses diverses, parfois inattendues, comme ce prix régional à la création artistique pour l'année 2000, il en est une dont l'énoncé me réjouit le cœur : l'hermine de la décennie (1980-1990) décernée par la SEPNB pour ma « permanence dans tous les combats en faveur d'une Bretagne vivante ».

Rire

J'ai découvert par hasard l'arme atomique du rire, mais ne l'ai utilisée qu'à bon escient, respectant le faible qui, dans sa chute, n'est jamais ridicule. Seul le puissant donne à rire de son triomphe. Ce rire-là, oui, je l'ai jeté au vent avec jubilation. J'ai tenté de faire voler en éclats le baratin des maîtres justifiants notre esclavage. J'ai découvert que les éclats de rire sont plus efficaces que les éclats d'obus. A bas la militance triste et le monde gris collabo qu'elle nous prépare. Vive la résistance joyeuse !

Jean KERGRIST

Souscription

La souscription du P.B. avance vers son but : nous aider à financer un numéro ou – pourquoi pas ? – deux numéros de notre magazine. La question de nos ressources reste l'épine qui nous empêche de progresser comme nous le souhaiterions : vous voulez légitimement plus de pages dans le P.B. et si le magazine était plus «gros», il serait plus facile d'y abonner des amis, ce qui nous ferait plus d'argent, etc. Merci quand même de votre générosité si encourageante !

Bernez Ar Foll, Lokmaria-Gregam, 5 € ; Jean Barbaud, Sainte-Foy-Les-Lyon, 3 € ; Daniel Bourras, Ploubazlanec, 3 € ; Pierrick Chaussonnaud, La Couronne, 10€ ; Cyril Cogneras, Limoges, 3€ ; Ronan Gaillard, Nantes, 3 € ; Bruno Germain, La Chapelle-sur-Erdre, 20 € ; Jean-François Gillet, Sotteville-Les-Rouen, 5 € ; Pierre-Yves Gouezec, Plouézec, 3 € ; Gwenaël Henry, Lézardrieux, 20 € ; Armand Joncquemat, Saint-Malo, 5 € ; Odile Kerzerho, Nantes, 5 € ; Thierry Lacube, Bourges, 10 € ; Hyacinthe Le Bitoux, Penvénan, 5 € ; Daniel Le Bras, Quimper, 30 € ; Pascal Le Clainche, Kerlaz, 20 € ; Gaëtan/Sabine Legrand, Thionville, 10 € ; Patrick Le Pennec, Hengoat, 5 € ; Anne-Marie Le Roy, Plogastel-Saint-Germain, 10 € ; Michel Le Roy, Treffiagat, 10 € ; Patrick L'Hereec, Plounérin, 20 € ; Andrew Lincoln, Plougerneau, 10 € ; Albert Louazon, Vannes, 10 € ; Erwan Lucas, Evreux, 10 € ; Joël Martini, Saint-Malo, 15 € ; Gerard Merel, Nantes, 3 € ; Yvon Mourge, Orvault, 15 € ; Pierre Nogues, Sautron, 3 € ; Raymond Pincemin, Lannion, 5 € ; Joël Querrien, Montfort-sur-Meu, 3 € ; Jean-Christophe Richard, Nantes, 3 € ; André Torillec, Quemperven, 10 €. **Total mois : 282 €. Total année : 2.507,35 €.**

LE PEUPLE BRETON/POBL VREIZH
Mensuel
Rédaction : BP 1 - 29850 Gouesnou
Fax 02 98.37.91.74
Directeur de la publication :
Joël Guégan
Rédacteur en chef :
Ronan Leprohon
Rédacteur-adjoint :
Jean-Jacques Monnier
Responsables de rubriques :
Paol Ar Meur, Alain Cedelle, Mikaël Erwan, Yann Fiévet, Yves Jardin.
Correspondants :
En Catalogne : Philippe Liria
En Occitanie : Gérard Tautil.
Critiques de disques :
Bretagne : Pierre Morvan,
Celtie : Philippe Cousin,
Pays basque : Alain Hervochon.
Critiques de livres :
Jean-Jacques Monnier,
19 Penn ar Pave, 22300 Lannion.
Livres en breton :
Glaoda Millour,
2 place René Cassin, 29600 Morlaix.
Responsable publicité :
Ronan Leprohon, au journal.
Éditeur :
Les Presses populaires de Bretagne
CPAP : 66132
Composition, impression, routage :
IMPRAM, Lannion.
ABONNEMENTS, ADMINISTRATION : 9 rue Pinot Duclos, 22000 Saint-Brieuc
Tél-fax : 02.96.61.54.11
Dépôt légal : 2e trimestre 2003.

Sommaire

Juin
Mezheven
2003

La gravité des mouvements sociaux de mai et juin 2003 n'échappe à personne. Comme il n'échappe guère aux observateurs objectifs que la société française est malade et que les Diafoirus qui se penchent à son chevet n'ont guère comme remèdes que le mauvais latin sorti de leurs cuisines idéologiques : l'ultralibéralisme brutal d'un côté, l'extrémisme irresponsable – on disait gauchiste, naguère – de l'autre. Et, entre les deux, des citoyens privés de ce qui manque le plus en France : un vrai débat démocratique, nourri du respect de l'autre et des légitimes différences.

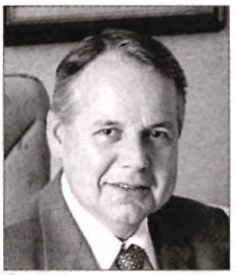
C'est ce débat que votre magazine essaye de nourrir chaque mois et je dois dire que vous êtes plusieurs à nous manifester votre satisfaction à cet égard. Si c'est le cas, abonnez-vous et si vous être déjà abonnés, parlez du P.B. autour de vous : vous êtes notre meilleure publicité lorsque le journal vous plaît. Merci d'y penser.

●

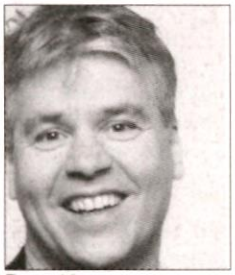
Dans ce numéro, l'importance de plusieurs articles ne vous échappera pas ; Ronan Divard dit bien ce que les régionalistes pensent de l'action de Raffarin, mais aussi des adversaires de celui-ci (p. 4-5). Kristian Guyonvarc'h, lui, a lu pour vous les 135 pages du rapport François-Poncet au Sénat : c'est édifiant (p. 6-7). Paul Mingant dans les deux pages (10-11) que nous consacrons à l'agriculture poursuit le dossier entamé en mai. Trois pages internationales feront de vous des lecteurs informés des dernières élections dans plusieurs peuples d'Europe : ce sont là des infos que nous sommes souvent les seuls à donner (p. 19-21). Et puis, il y a la rencontre d'Herri Gourmelen avec Ricarco Montserrat : le poids des mots... Et puis il y a (en une et page 8) l'appel à nous retrouver à Nantes le 22 !

Bonne lecture à tous, en attendant !

Ronan LEPROHON


Page 3


Page 16


Page 19


Page 22

Le crédit-photo de couverture :
– Manifestation 2002 à Nantes : Photo Loeiz Bloñs.
– Jean Kergrist : Photo Marie-Laure Paugam

Notre magazine paraît le premier vendredi du mois.


D.R.

Une «décentralisation», prétexte pour démanteler (un peu plus) les services publics ?

Jean-Pierre Raffarin dit fonder son projet de décentralisation sur l'idée d'une « République de proximité ». Cela peut paraître, a priori, assez sympathique.

Mais ***dans le même temps les services publics locaux sont mis en cause*** *; par la fermeture des bureaux de poste en zone rurale ; par les fermetures des succursales de la Banque de France, qui traitent les situations de surendettement des ménages ; par les fermetures des services de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes (DCCRF), au service des particuliers, des entreprises et des collectivités ; par les fermetures de maternités et d'hôpitaux pourtant éloignés des hôpitaux de référence des secteurs sanitaires (Paimpol aujourd'hui, après Douarnenez hier) ; par la suppression des postes d'aides-éducateurs dans les collèges et les lycées...*

Dans ce contexte il est très légitime de craindre que les transferts annoncés de compétences aux collectivités ne s'accompagnent pas des transferts de ressources nécessaires *pour garantir des services publics de qualité. Si tel était le cas, les collectivités devraient alors choisir entre deux solutions : ou augmenter leurs recettes et donc les impôts locaux, ou réduire la qualité des services.*

Dans les deux hypothèses, l'Etat se défausserait sur les collectivités et l'idée même de décentralisation serait ainsi rendue impopulaire... On voit le piège politique !

Pourtant ***une régionalisation pensée et voulue dans le sens du progrès social peut être l'occasion de retrouver le sens de l'intérêt général*** *; par exemple et de façon non limitative (car la régionalisation, ça n'est pas l'autonomie) :*

– en créant un service public régional de l'eau,

– en organisant une politique régionale de prévention et d'éducation à la santé,

– en généralisant les maisons de services publics dans les communes rurales et les quartiers périphériques des grandes villes,

– en créant une compagnie régionale de cabotage maritime, à capitaux mixtes, pour permettre à l'économie bretonne d'exploiter les atouts maritimes de la Bretagne,

– en valorisant toutes les formes d'expression culturelle dans les quartiers et les secteurs ruraux.

En vérité, la droite française n'a jamais aimé le service public et la nécessaire décentralisation de l'Etat est aujourd'hui utilisée par elle pour affaiblir cet adversaire social de toujours *et seulement pour cela. Le blocage de cette même droite sur des questions symboliques, capitales pour nous, comme l'avenir de la langue bretonne ou la réunification de la Bretagne est, à cet égard, révélateur.*

Et que dire de la vieille gauche jacobine qui cherche à exploiter la situation créée par les initiatives de Raffarin au profit de ses thèses archaïques ? *Utilisant sans le moindre scrupule les armes de la démagogie et de la désinformation, les centralistes et étatistes de tout poil, sous prétexte de défendre le service public, tentent de disqualifier les notions mêmes de décentralisation et de régionalisation. Les opposants de droite aux évolutions en Corse ne raisonnent pas autrement.*

Ronan LEPROHON,
Membre du Bureau politique de l'UDB

Jusqu'à quand ?

Six prisonniers bretons, mis en examen dans trois procédures, concernant le vol d'explosifs à Plérin (septembre 1999), l'attentat de Quévert (avril 2000), ayant entraîné la mort d'une jeune fille et d'autres attentats attribués à l'« A.R.B. » sont maintenus en détention provisoire en région parisienne : Alain Solé, Gaël Roblin, Kristian Georgeault, Stéphane Philippe, Paskal Laizé et Jérôme Bouthier.

Ces six hommes, soumis à des procédures particulières, ne sont pas des prisonniers de droit commun : inculpation par la 14e section du Parquet, détention loin des endroits où ont été commis les actes pour lesquels ils sont mis en examen, prise en charge par des juges d'instruction spécialisés et jugement éventuel par un tribunal spécialisé avec absence de jury.

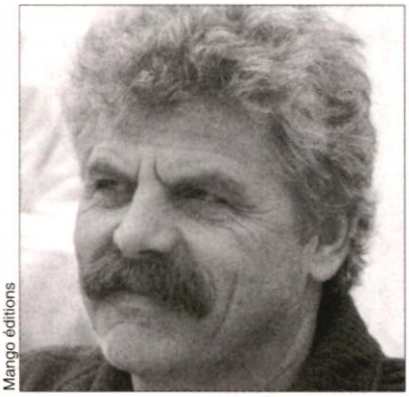
Leur situation pose problème quant au respect des droits de l'Homme. Cinq d'entre eux sont en détention provisoire depuis plus de trois ans, alors que la Convention européenne des droits de l'Homme préconise de ne pas dépasser deux ans. Ils n'ont été que rarement entendus par le juge d'instruction. Cette situation a été condamnée par la Ligue des droits de l'Homme en décembre 2001. En outre, deux d'entre eux ont vu leur état de santé se dégrader gravement pendant leur détention.

Le 21 février, la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris a ordonné le renvoi de onze prévenus devant la cour d'assises spéciale « anti-terroriste », mais aucun procès ne semble en vue. Jusqu'à quand cette situation va-t-elle durer ?

L'UDB, sans se prononcer sur la culpabilité ou l'innocence de ces six personnes, demande qu'elles soient jugées dans les plus brefs délais et qu'elles soient immédiatement remises en liberté dans l'attente de leur procès.

■

EN VUE CES TEMPS-CI

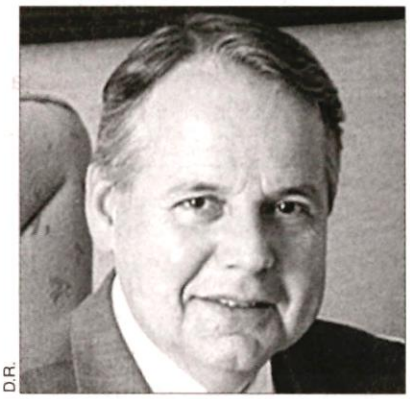


Mango éditions

Jo Le Guen, animateur infatigable de son site **http://www.keepitblue.net**, a dénoncé le 26 mai dernier le culot sans bornes de certaines firmes : *« Jeudi dernier, le « CMA-CGM Voltaire », porte-container flambant neuf, naviguant exclusivement pour le compte de la CGM, armement français, a été surpris en flagrant délit de dégazage par un hélicoptère de la Marine nationale, près d'Ouessant. Qui sont ces officiers qui ont décidé de profiter de l'arrivage du fuel du « Prestige » sur les côtes bretonnes pour dégazer, alors qu'ils étaient à une dizaine d'heures du Havre ? »*

Jo Le Guen publie par ailleurs des extraits du site internet de la CGM où on lit : « Développer durable » (sic) en intégrant la dimension environnement (re-sic) dans la stratégie du groupe [...]. Mise en place d'un comité de pilotage interne chargé d'intégrer encore mieux (re-re-sic) la dimension environnement dans la stratégie de groupe ».

Comment dit-on « se foutre de la g... des Bretons » à bord du « Voltaire » ?



D.R.

En avril dernier se tenait à Rennes la séance plénière du Schéma d'aménagement et développement du territoire. Jean-Pierre Thomin, conseiller régional PS de Bretagne, s'est adressé au président de Rohan : *« La première de vos cinq grandes orientations est de faire de la Bretagne « une grande région en Europe ». On pourrait penser qu'il s'agissait notamment de reprendre le vœu unanime de notre assemblée il y a moins de deux ans, en faveur de la réunification administrative de la Bretagne. Eh bien non. Votre seule réponse est d'approfondir « la complémentarité interrégionale et métropolitaine de Rennes et de Nantes» [...]. Au-delà des justifications historiques et culturelles, au-delà même du poids économique de la Bretagne à cinq départements, comment oser espérer être une grande région maritime sans Nantes-Saint-Nazaire ?*

Il manque là un courage politique élémentaire qui réponde justement aux aspirations largement et constamment exprimées par les Bretons ».



Iffig

– est souvent démoralisé, quand il lit les justes doléances de lecteurs du PB qui se plaignent des lenteurs de la Poste pour acheminer leur magazine préféré...

– a fait, avec le dernier numéro du PB, un petit calcul : le journal a été déposé à la Poste de Saint-Brieuc le 5 mai et il est arrivé, à la boîte postale de la rédaction de Gouesnou... le 10 mai, soit 112 heures plus tard ;

– ce qui, pour parcourir 144 kilomètres, fait tout de même une moyenne de 1,28 km à l'heure, soit environ le quart des performances moyennes de la Poste au temps... des Romains. «Bougez avec la Poste», qu'ils disent : nous on voudrait bien !

●

– a de bonnes lectures : il lit régulièrement le bulletin de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes...

– y a appris dans le n° 1632, qu'en mars le gérant d'une brasserie de Vannes avait été condamné pour publicité mensongère. Il faut dire que ce «fabricant» de bière à l'eau de mer insistait dans le graphisme de ses étiquettes sur l'origine bretonne et marine de ses produits.

– hélas ! Iffig apprend que 59 %(admirez la précision) des dits produits étaient brassés en Belgique et en Lorraine...

Iffig proteste contre ce jugement inique : si on n'a plus le droit de vendre de la biniouserie, où va-t-on ?

Décentralisation : le temps des fantasmes et de l'exploitation des inquiétudes

Que le gouvernement Raffarin porte, par sa maladresse et son incompétence, une lourde part de responsabilité dans l'actuelle levée de boucliers face aux projets de décentralisation est une évidence. Et l'on peut tout à fait comprendre, dans un contexte de fortes incertitudes sociales, les appréhensions que les annonces de transferts de personnels font naître chez les fonctionnaires concernés. Ce qui est par contre parfaitement scandaleux, c'est que le lobby jacobin exploite sans vergogne ces légitimes inquiétudes pour alimenter une véritable machine à fantasmes et amalgamer à des revendications que l'UDB soutient par ailleurs (une réforme équitable des retraites et le maintien des surveillants et des aides-éducateurs dans les collèges et lycées) des positions dogmatiques en faveur du centralisme.

De l'art de rendre impopulaire la décentralisation

Mal préparé, mal conçu, mal expliqué, conduit au pas de charge sans souci de concertation avec les syndicats et les fonctionnaires concernés, le projet de transfert de personnels dans le cadre de la décentralisation, transfert dont on saisit mal au demeurant le caractère prioritaire, est un parfait exemple de ce qu'il ne faut pas faire en matière de « gouvernance ». C'est un euphémisme de dire que l'on a rarement vu un gouvernement aussi inapte et inepte en matière de pédagogie et de sens du dialogue !

Comment ne pas être stupéfait en particulier de l'extrême pauvreté, voire de l'inanité des arguments que Raffarin et Ferry invoquent pour justifier un transfert qui cristallise aujourd'hui les mécontentements. Il est question de cohérence, de logique, de fortes demandes qui émaneraient des régions (assertion pour le moins contestable), de volonté d'impliquer davantage les collectivités ou encore de la nécessité de ne pas continuer à tout gérer de la rue de Grenelle. Tout cela est extrêmement laborieux et fort peu convaincant.

En fait, le gouvernement semble avoir totalement perdu de vue que la décentralisation, fondamentalement, doit avoir deux finalités. La première est de permettre une amélioration du service public, d'une part par une meilleure adaptation aux réalités humaines et territoriales, et, d'autre part, en autorisant les collectivités à exercer leur créativité et à imaginer des solutions susceptibles d'être étendues à d'autres territoires. Or Raffarin et consorts n'ont jamais mis en avant la « plus-value » que la décision de transfert, qui ne résulte d'aucune véritable réflexion globale sur les missions du système éducatif, pourrait apporter. Bien au contraire, voilà que, pour se faire rassurant, le gouvernement affirme que ce sera le statu quo en matière de service public ! N'est-il pas absurde d'entendre Devedjian affirmer : *« Les personnels ne bougeront pas. Ils continueront à faire la même chose au même endroit et sous la même autorité, celle du chef d'établissement. Simplement, le budget sera régional ou départemental et non pas d'Etat » ?* Comment mieux accréditer l'idée que l'opération se résumerait en fait à un simple transfert de charges de l'Etat vers les collectivités ? Car, à quoi bon décentraliser si les personnels continuent à faire la même chose de la même manière ?

La seconde justification majeure à la décentralisation est de contribuer à réduire les disparités entre territoires et citoyens et tout particulièrement de réduire l'écart invraisemblable entre l'Ile-de-France et les autres régions. C'est un aspect fondamental pour l'UDB, qui a toujours fait rimer décentralisation et péréquation. Or, force est de constater que cette réduction des disparités ne fait pas non plus partie de l'arsenal argumentaire du gouvernement Raffarin.

Enfin, le corps social est victime d'une overdose de réformes anxiogènes. C'est le ministre à l'enseignement scolaire Xavier Darcos lui-même qui l'affirme : *« Trop de réformes ont été annoncées en même temps. On n'aurait pas dû mêler les retraites à la décentralisation et l'autonomie des universités. On a parlé de trop de sujets à la fois »*. On ne saurait mieux dire.

Des amalgames grotesques et une logique aberrante !

S'il n'est donc pas question d'exonérer le gouvernement de ses responsabilités, on n'en reste pas moins interdit face à la virulence et au caractère extraordinairement simpliste des attaques dont la décentralisation en tant que telle fait l'objet. En témoigne la violente diatribe d'Attac, qui ne craint pas d'affirmer dans son appel à la journée d'action du 4 juin que *« la « décentralisation » des personnels non enseignants (pour commencer) et de la formation professionnelle est hautement symbolique : il s'agit d'abord de les « externaliser » en les plaçant sous la tutelle des collectivités, dont beaucoup sont connues pour leurs dérives partisanes et clientélistes. Dans un deuxième temps, comme elles le font pour de nombreux services locaux, certaines de ces collectivités pourront à leur tour se décharger de leurs responsabilités sur le privé »*. Voilà qui traduit, au-delà de toute caricature, la vision que certains milieux de « gauche » ont de l'Etat et des collectivités territoriales. L'Etat, évidemment à l'abri de toute dérive « partisane ou clientéliste », est conçu comme le seul et unique garant du service public. Les collectivités ne sont pas dignes de confiance et sont à la botte d'un secteur privé au profit duquel elles se dépouilleront sans scrupule de leurs missions de service public. C'est l'évidence même !

On se demande bien d'ailleurs pourquoi les jacobinopathes ne poursuivent pas leur logique jusqu'à son terme. Pourquoi ne réclament-ils pas en particulier la recentralisation de ce qui a pu être confié aux collectivités au début des années 80 ? Des fois que les régions et les départements envisageraient de privatiser les collèges et les lycées. Et, après tout, puisque les collectivités locales sont intrinsèquement mauvaises, pourquoi ne pas réclamer leur suppression pure et simple ? Les communes, communautés de communes, départements et régions ont des compétences et des marges de manœuvre leur permettant de mener des politiques publiques distinctes. C'est intolérable ! Il faut au plus vite supprimer ces entités et les remplacer par une chaîne hiérarchisée de préfets nommés à Paris (c'est là l'essentiel)! Une succession de rouages actionnés par l'Etat-Dieu, voilà ce qu'il nous faut ! C'est bien préférable à des conseils douteux qui émanent du suffrage universel. Et vive l'Etat napoléonien !

Transferts de personnel : un projet de droite ?

Les transferts de personnel (150 000 fonctionnaires d'Etat dont 110 000 relèvent de l'Education nationale) sont souvent présentés comme une mesure de " droite " au motif qu'elle est mise en œuvre par le gouvernement Raffarin. C'est oublier un peu vite que l'essentiel de ce projet de transfert résulte des préconisations de la commission Mauroy sur la décentralisation, commission dont avaient jugé bon de se retirer les élus de droite… Dans son rapport remis à Lionel Jospin le 17 octobre 2000, Pierre Mauroy écrivait : *« Depuis 1983, les collectivités territoriales ont assumé pleinement leurs responsabilités en matière de construction, d'entretien, maintenance des locaux. Elles ont su agir avec célérité et efficience là où l'Etat avait tardé. La logique implique maintenant que les 95.000 personnels affectés aux tâches d'entretien et de maintenance soient mis à disposition des collectivités territoriales. Les collectivités gèrent et entretiennent ces bâtiments alors que les personnels compétents ne sont pas placés sous leur autorité. Cette situation est incohérente »*. Et faut-il rappeler que le ministre Ferry avait ouvertement fait part de son hostilité totale à ce projet avant de négocier, sur ordre de Raffarin, un virage à 180 degrés ?

Les mêmes ambiguïtés se rencontrent d'ailleurs en Bretagne, où le socialiste Pierre Maille, par exemple, s'est déclaré plutôt favorable au transfert tandis que l'UMP Josselin de Rohan exprimait sa vive désapprobation. Mais il est vrai qu'il est toujours plus simple et plus confortable de porter des jugements manichéens à la Bush (la décentralisation est décidée par l'axe du mal – la droite – elle est donc mauvaise en soi). Et quelle aubaine pour une certaine « gauche », la gauche étatique et jacobine, de pouvoir enfin, sous un gouvernement de droite, prendre sa revanche sur la première étape de la décentralisation, couleuvre très indigeste qu'elle avait dû avaler dans le contexte de la victoire socialiste de 1981 !

La décentralisation, porte ouverte à la privatisation et au déman-

tèlement des services publics ?

A en croire certains, les collectivités territoriales ne seraient somme toute qu'un lieu de transit vers les entreprises privées. Difficile de trouver amalgame plus rudimentaire et plus difficile à étayer. On situe mal quelle relation de cause à effet pourrait exister entre une gestion décentralisée et la propension à « privatiser » ou à libéraliser. L'Etat est parfaitement à même – et il l'a amplement démontré – de privatiser tout seul, comme un grand. Le gouvernement Jospin, qui s'est caractérisé par son immobilisme en matière de décentralisation, ne détient-il pas d'ailleurs le record en matière de privatisations ? Avec les brillants résultats que l'on connaît concernant notamment France Télécom !

Par ailleurs, l'Etat n'a, évidemment pas besoin de passer par la décentralisation pour réorganiser les services publics à partir de considérations strictement budgétaires. On ne compte plus les mauvais coups de l'Etat en matière de services publics de proximité et d'aménagement du territoire (cf. édito). Et n'est-ce pas l'Etat qui a décidé, de manière aberrante, de supprimer 5600 postes de surveillants et 20 000 aides-éducateurs pour les remplacer par 16 000 assistants d'éducation aux compétences douteuses.

Qui peut sérieusement croire que les régions auraient pu faire pire ? Qui peut imaginer qu'elles n'auraient pas été davantage soucieuses d'assurer un maillage cohérent et équitable du territoire ? Et qui peut aujourd'hui nier que la prise en charge des collèges et des lycées par les collectivités territoriales a été positive et que ces établissements sont certainement mieux dotés en bâtiments qu'ils ne l'auraient été en l'absence de décentralisation ?

Concernant les transferts programmés, on nage en plein délire. Les rumeurs les plus folles circulent, la plus récurrente étant que certaines catégories de personnel transférées, tels les assistantes sociales et médecins scolaires, verraient leurs missions et l'organisation de leur travail redéfinis au détriment des élèves. Voilà qui relève pleinement du procès d'intention. On atteint parfois le summum du grotesque. Quand on lit par exemple, dans « Le Monde » du 2 avril, sous la plume d'enseignants, que les conseillers d'orientation désormais *« n'offriront d'information que sur les activités professionnelles déjà présentes dans la région »* !

Les statuts des fonctionnaires transférés menacés par la décentralisation ?

Voilà encore une allégation qui ne repose sur aucun fondement. Les thuriféraires de l'Etat centralisé semblent ignorer jusqu'à l'existence d'une fonction publique territoriale dont les statuts ont été définis par la loi Galland de 1986 et qui comprend actuellement la bagatelle de 1,4 millions de salariés. On peut comprendre, naturellement, que les personnels dont le transfert est annoncé puissent éprouver des appréhensions et ressentir ce changement de statut comme une sorte de déclassement, compte tenu des schémas mentaux dominants. Il n'est donc pas inutile de rappeler, qu'après une période transitoire de mise à disposition, les personnels auront le choix entre le transfert et le détachement, ce qui signifie très concrètement que ceux qui le voudront pourront continuer à dépendre de la fonction publique d'Etat. Par ailleurs, les primes actuelles et la possibilité de continuer à dépendre du régime de retraite de l'Etat seront garanties aux fonctionnaires transférés.

Il n'y a donc pas lieu de s'alarmer concernant l'avenir statutaire de ces personnels. Bien au contraire, les personnels non-enseignants de l'Education nationale peuvent tirer bénéfice de ces transferts, car ils passeront d'une position marginale, subalterne ou périphérique au sein de leur Ministère de tutelle à une position beaucoup plus importante et centrale dans la fonction publique territoriale (les personnels non-enseignants des lycées seront même très largement majoritaires parmi les fonctionnaires gérés par les régions). Il y a tout lieu de penser que cette position leur vaudra une attention et une considération accrues et qu'ils pourront bénéficier de nouvelles perspectives en matière de formation et de progression de carrière.



Le Peuple breton/P.M.

Paris, mai 2003 ; le gwenn-ha-du contre la décentralisation ?

On entend également ici où là l'argument selon lequel la coexistence de deux hiérarchies pour les fonctionnaires territoriaux – l'une administrative et l'autre politique – entraînerait une sujétion accrue de ces personnels. Ce n'est pas totalement inexact, mais c'est oublier un peu vite qu'il existe des garanties, notamment au travers des commissions paritaires qui servent de garde-fou face aux apprentis satrapes. Et seuls les hauts fonctionnaires encourent en réalité des risques de nature politique. On peut certes le déplorer, mais la situation n'est-elle pas analogue dans les ministères parisiens ?

La décentralisation, source d'inégalités accrues ?

C'est un truisme d'énoncer qu'un système centralisé profite avant tout au centre. Et l'UDB n'a eu de cesse de dénoncer l'extravagante concentration des pouvoirs de tous ordres en Ile-de-France et des inégalités territoriales sans équivalent dans les grands pays occidentaux. Ce phénomène ne cesse d'ailleurs de s'amplifier, comme le démontre un rapport récent du Sénat *(voir page 6)*. Par ailleurs, laisser entendre que le service public de l'Education nationale, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, serait le garant de l'égalité relève du mensonge éhonté. Comme le souligne le sociologue Jean-Paul Russier (Libération, le 19 mai 2003), *«...le service public d'Education nationale comporte, sous son apparente et républicaine égalité, des inégalités profondes qu'il faut bien nommer, discuter et dépasser. Chacun sait que, ces vingt dernières années, l'explosion scolaire des lycées et des premiers cycles universitaires s'est accompagnée d'une fantastique dose d'inégalité, de hiérarchisation et de différenciation à la demande des établissements, des universités et des parents qui cherchaient un petit avantage dans la course au diplôme face au chômage [...]. L'inégalité scolaire devant l'origine sociale, un moment en régression, est repartie à la hausse [...]. Défendre seulement l'égalité du soi-disant « service public », c'est laisser continuer l'appropriation privée du service public par les classes cultivées. Maintenir ce voile d'égalité juridique, c'est permettre à ceux qui disposent du capital culturel de réussir là où les autres obtiennent des diplômes sans valeur sur le marché du travail. Permettre à ceux qui connaissent les règles de réussir, au détriment de ceux qui ne les maîtrisent pas. »*

Si l'inégalité du système actuel est patente, le risque que la décentralisation en cours soit un facteur d'aggravation de ces inégalités, au moins sur le plan territorial, dépend naturellement des dispositions budgétaires qui seront concrètement arrêtées. Et c'est sur ce plan qu'il convient d'obtenir des garanties bien plus précises que les vagues déclarations de principe de Luc Ferry. Le ministre a affirmé que l'Etat veillerait à une répartition équilibrée des moyens entre les académies et mettrait en place un système de péréquation. On ne demande qu'à le croire. Encore faut-il que ces mécanismes de financement des transferts de compétences et de compensation entre collectivités « pauvres » et « riches » soient enfin clairement explicités ! Car si le processus engagé par le gouvernement devait se traduire in fine par des transferts de ressources insuffisants aux collectivités, avec pour corollaires une baisse de l'investissement éducatif global et une aggravation des inégalités entre territoires, alors ce seraient des années et des années d'efforts qu'il nous faudrait avant de pouvoir réhabiliter dans l'esprit de nos concitoyens l'idée même de décentralisation.

Ronan DIVARD,
Maître de conférence en gestion à l'Université de Bretagne occidentale (UBO), Membre du bureau politique de l'Union démocratique bretonne (UDB)

Paris concentre toujours plus pouvoir et richesse :

jacobins et capitalistes main dans la main

Quand le Sénat français, qui plus est sous la plume d'un sénateur de droite, confirme les analyses de l'UDB sur les liens qui unissent le centralisme politico-administratif et le capitalisme financier, une question s'impose : comment peut-on se dire de gauche et défendre le jacobinisme ?

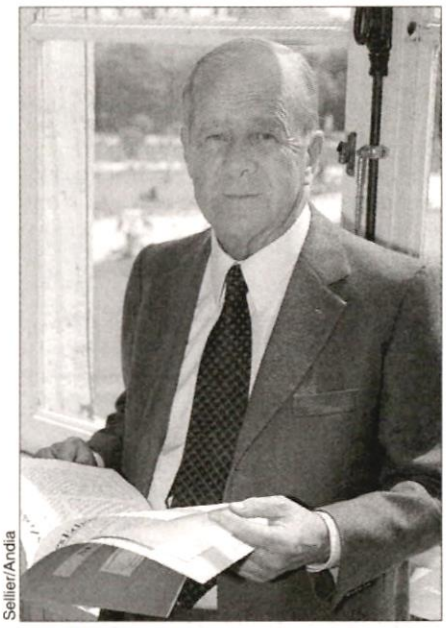
« 1 entreprise de 100 salariés et plus sur 3 a son siège social en Ile-de-France (principalement dans les zones d'emploi de Paris et Nanterre-La Défense) ; près de 2 sur 3 si l'on considère les entreprises de 500 salariés et plus ; 100 % pour les entreprises industrielles de plus de 1 000 salariés. En conséquence, 40 % des effectifs industriels français dépendent d'une entreprise dont le siège social est en Ile-de-France ».

« Il est incontestable que le processus de mondialisation économique, et en particulier financière, joue dans le sens de la spécialisation de la région francilienne et d'un renforcement de l'hégémonie parisienne. *Celle-ci doit s'efforcer de tenir son rang de métropole mondiale, en s'appuyant notamment sur une forte concentration des activités de tertiaire supérieur.*

« Or, la tendance générale enregistrée s'inscrit en décalage avec une politique d'aménagement qui n'a manifestement pas réduit les déséquilibres du territoire ».

Non, ce brûlot antilibéral (ou anticapitaliste comme l'on disait naguère quand les mots avaient du sens), qui pourrait à lui seul légitimer les combats antijacobins des autonomistes « de France et de Navarre », n'est pas extrait d'une publication de l'UDB – ce qui n'étonnerait personne – mais des conclusions d'un rapport du Sénat du mois d'avril. ***« L'état du territoire »*** est un rapport de 135 pages [1] signé par le sénateur Jean François-Poncet, de droite comme la majorité de cette assemblée.

Ce que nous dit Jean François-Poncet, c'est que dans la France jacobine, le capitalisme financier nourrit le centralisme jacobin et réciproquement. Eh oui, il fallait y penser : le capitalisme ne répartit pas, il amasse ! Car l'argent préfère la concentration et la concentration appelle l'argent. C'est la conviction, frappée au coin du bon sens, des militants de l'UDB depuis 40 ans, et il n'est pas anodin que ce soit un des rouages du système en place qui l'admette enfin. Car cet aveu signifie que les jacobins de gauche (voire d'extrême gauche) ou qui se prétendent tels sont complices, objectivement ou non, du capitalisme financier et de ses conséquences : l'aggravation des inégalités, l'augmentation de la pauvreté, les atteintes à l'environnement, les attaques contre la diversité culturelle, la montée des populismes et des discours qui prônent la ségrégation et l'exclusion. Dans le contexte actuel de vive polémique autour d'une prétendue décentralisation à la française qui n'a de décentralisation que le nom (cf. l'article de Ronan Divard page 4), cette remise en perspective du jacobinisme français tombe à pic pour qui ne veut pas se soumettre aux slogans primaires d'une prétendue gauche : « Non à Raffarin, non à la décentralisation ».



Sellier/Andia

Jean François-Poncet : la droite sénatoriale confirme les analyses de l'UDB !

L'exception française

L'exception française s'exprime d'abord au niveau des inégalités démographiques. Avec 19 % de la population française, l'agglomération parisienne occupe une place à part en Europe. Paris écrase le reste. C'est encore plus vrai quand on examine le rapport avec la deuxième agglomération du pays. Il est de 7 pour 1 en France (Paris et Lyon), quand il n'est que de 3,4 pour 1 au Royaume Uni (Londres et Manchester), de 1,3 pour 1 en Allemagne (l'agglomération de la Rhur et Berlin) et en Italie (Milan et Rome) et de 1,2 pour 1 en Espagne (Madrid et Barcelone).

La concentration des équipements autour de Paris est comparable aux situations que l'on retrouve dans les pays sous-développés. Les aéroports parisiens (Roissy et Orly) concentrent 60 % du transport aérien de passagers en métropole et 75 % du transport de marchandises, ce qui permet d'apprécier l'importance d'un projet comme celui de Notre-Dame-des-Landes. Dans le programme Université 2000 (qui a vu notamment la création de l'Université de Bretagne Sud dans le Morbihan), toutes les régions ont été mises à contribution par l'Etat dans le cadre des contrats de plan Etat-Régions... sauf l'Ile-de-France qui n'a pas voulu.

Evidemment, le secteur culturel réunit toutes les tares du jacobinisme. Dans le budget 2002 du ministère de la Culture, 75 % des subventions de fonctionnement ont été allouées à 10 établissements publics parisiens (BNF, Opéra-Bastille, Centre Pompidou, Cité des sciences et de l'industrie, le Louvre, Cité de la musique, Comédie française, la Villette, Conservatoire national supérieur de musique de Paris, Théâtre national de Chaillot).

Quant à la concentration économique, elle s'exprime non plus tant au niveau de la production en elle-même [2], délocalisée en « province » avant que de l'être vers des pays à la main d'œuvre sous-payée, qu'au niveau des fonctions de commandement. Dans le secteur des firmes de services, l'Ile-de-France concentre 67 % des effectifs et 77 % des chiffres

d'affaires réalisés au niveau national. Dans le domaine de la recherche, l'Ile-de-France concentre 52 % des dépenses intérieures de recherche et de développement technologique des entreprises et 54 % des dépôts de brevets. La proportion de cadres et d'ingénieurs dans la population active y est deux fois plus élevée que dans les autres régions. Voilà pourquoi la Bretagne voit partir tant de jeunes Bretons diplômés, formés ici avec l'argent des collectivités locales bretonnes que l'Etat sollicite de plus en plus pour financer l'enseignement supérieur, pourtant compétence légale de l'Etat. De jeunes Bretons diplômés qui, pour justifier leur paie, vont parfois (souvent) gagner des marchés contre des entreprises bretonnes moins dotées en matière grise. On marche sur la tête !

« La capitale détient à elle seule 705 000 emplois stratégiques. Lyon vient ensuite avec 60 000 emplois de ce type ». Cette hyperconcentration des fonctions stratégiques de l'économie (sièges sociaux et recherche-développement) trouve sa traduction, à peine croyable, au niveau du recouvrement de la TVA. L'Ile-de-France, 2 % du territoire français, 19 % de la population, 29 % du PIB (Produit intérieur brut), concentre 50 % du recouvrement de la TVA. Cette concentration fiscale, qui ne correspond pas à la réalité de l'économie de production, est détournée de sa signification et manipulée par les jacobins de mauvaise foi pour prétendre que la région parisienne financerait le développement de la « province ». Or, c'est le contraire qui est vrai : ce sont les régions qui sont vidées de leur capital humain pour alimenter la pieuvre parisienne.

Jean-François Poncet écrit : *« Aujourd'hui on prend conscience du fait que la désindustrialisation de la capitale, la décentralisation des activités « fordiennes », n'a pas été suivie par des décentralisations tertiaires remettant en cause la concentration des structures de direction. Le rôle de Paris s'est accentué dans les domaines de la recherche, des capitaux, des techniques, risquant d'aggraver un divorce déjà sensible entre le tissu socio-économique parisien et celui de la province, et d'accentuer par là même les différences de revenus avec le reste du pays »*.

La responsabilité historique du gouvernement Fabius

Certains y verront une querelle politicienne mais l'important est que les faits rapportés soient exacts : le sénateur François-Poncet rappelle que le gouvernement Fabius (1984-1986) a une responsabilité historique dans la concentration des fonctions stratégiques en région parisienne. Au demeurant, Jacques Voisard, le président du GERI (Groupement d'étude et de réflexion interrégional), qui a travaillé successivement pour des gouvernements socialistes et de droite, avait déjà souligné la gravité de la décision prise en 1985 de lever les restrictions à la construction de bureaux en Ile-de-France.

Depuis 1955, en accompagnement de la création des régions-programme, la construction et l'occupation de locaux à usage professionnel et singulièrement de bureaux en région parisienne étaient soumises à une autorisation préalable, appelée « procédure d'agrément ». *« En 1985, le gouvernement* (Fabius) *a décidé de libéraliser* – la droite néolibérale n'a donc rien inventé – *la construction de bureaux « en blanc », c'est-à-dire sans utilisateur déclaré, et de relever le seuil au-delà duquel la construction des bureaux affectés est soumise à l'agrément. Les projets immobiliers se sont alors multipliés au détriment des tentatives de rééquilibrage des activités sur l'ensemble du territoire »*. Résultat : *« La mise en chantier, depuis 1986, de 2,2 millions de m² annuels de bureaux en Ile-de-France, soit presque autant que dans les vingt et une autres régions* (de métropole) *réunies ! "*

Oui à une vraie décentralisation !

Non à Raffarin, d'accord, mais oui à une vraie décentralisation ! Aujourd'hui plus que jamais.

Plus que jamais, en effet, car le rapport du Sénat souligne que le **PIB par habitant en Ile-de-France est de plus en plus élevé par rapport au PIB par habitant moyen en France métropolitaine : + 42 % en 1982, + 54 % en 2001**. En vingt ans, les inégalités économiques au détriment des autres régions ont donc augmenté de plus de 25 %. *« Le PIB de l'Ile-de-France est l'équivalent de deux fois celui de l'Autriche et de près de quatre fois celui du Portugal »*. Autrement dit, si la revendication (en Bretagne et ailleurs) en faveur de régions fortes, dotées de réels pouvoirs de décision politique et d'un budget digne de ce nom [3] se justifiait à l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et de Mauroy, elle est encore plus fondée sous Chirac et Raffarin.

Evidemment, à l'heure où les ressources naturelles s'épuisent partout dans le monde et où les pollutions produites par le système économique dominant s'aggravent, toujours au détriment des moins favorisés, il n'est pas question de vouloir reproduire en Bretagne le « modèle » parisien qui conduit à l'apoplexie. Mais pour autant les politiques publiques, même innovantes, ont un coût. Transférer les marchandises de la route vers le rail et le cabotage maritime, équiper la Bretagne historique d'une boucle ferroviaire performante pour les voyageurs et la brancher sur le futur aéroport intercontinental et européen de Loire-Atlantique, permettre à chacun où qu'il soit d'accéder aux nouvelles technologies de la communication, reconstruire des services publics de proximité (santé, protection du consommateur, poste, eau...) là où les gouvernements parisiens successifs les ont démembrés, tout cela ne se fera pas sans ressources fiscales. Et qui dit ressources fiscales dit une économie dynamique pour les produire.

J'oserai ce propos provocant. Les entrepreneurs bretons qui sont animés par une volonté de développer leurs activités en Bretagne parce qu'ils sont sincèrement attachés à ce pays, et les salariés bretons qui ne se satisfont pas pour eux-mêmes et pour leurs enfants du rôle de tâcheron du capitalisme mondial ont tous intérêt à ce qu'une vraie décentralisation – nous, nous l'appelons l'autonomie – se mette en place en Bretagne. Pour qu'il en soit ainsi, il ne faut plus attendre que les décisions tombent de Paris. C'est ici que les alternatives doivent se construire. Dans une certaine confrontation sans doute, car les divergences d'intérêt (naguère on disait de classe) ne sont pas un mythe, mais avec la conviction aussi qu'un avenir meilleur en Bretagne se construira ensemble. C'est ce que la génération du CELIB, patrons et syndicalistes réunis, avait compris face aux défis de l'après-guerre (électrification, réseau routier). Notre génération saura-t-elle relever ceux d'une mondialisation qui a profité pour l'instant aux intérêts financiers mais qui offre aussi des opportunités pour une région au carrefour des principales routes maritimes ?

Kristian GUYONVARC'H,
Porte-parole de l'UDB

(1) Le rapport est disponible dans son intégralité sur le site internet du Sénat.

(2) L'Ile-de-France ne concentre plus que 20 % des emplois industriels en France contre 25 % il y a vingt ans.

(3) Le budget de l'Ecosse, territoire autonome depuis l'an 2000, est 44 fois celui de la Région-Bretagne (sans la Loire-Atlantique) pour seulement 70 % d'habitants de plus...

Manifestation du 22 juin 2003 à Nantes

Les clés d'un référendum sur la réunification de la Bretagne sont dans les mains des élus bretons...

Pour la réunification de la Bretagne, on peut éventuellement préférer se prévaloir du traité de 1532, rappeler à juste titre le décret du 30 juin 1941 du Maréchal Pétain et penser qu'un nouveau décret suffirait pour retrouver l'intégrité territoriale de la Bretagne. On peut penser aussi que les vœux du Conseil général de Loire-Atlantique et du Conseil régional de la Bretagne administrative, votés il y a deux ans dans l'élan de la manifestation pour la réunification du 30 juin 2001, suffisent. Un attentisme, certes plus reposant, mais surtout contre-productif et très dangereux. Car c'est de l'avenir de la Bretagne en Europe dont il s'agit, avec en contre-point le matraquage constant des Pays-de-Loire, en Loire-Atlantique. Depuis 60 ans, les manifestations à répétition sur le thème de la réunification – phénomène déjà assez peu banal en soi – montrent la permanence du problème et surtout la constance de cette revendication populaire. Tous les ans, les différents sondages d'opinion confirment que les Bretons sont majoritairement pour la réunification. Alors, devons-nous nous contenter des sondages et faire l'économie d'une manifestation supplémentaire ? Nous pourrions toujours nous abriter à l'ombre d'une posture revendicative et incantatoire face à l'éternel Etat jacobin. Sauf que la donne a changé depuis 2001. C'est pourquoi nous devons remettre à l'épreuve de la rue la popularité de la réunification administrative de la Bretagne. Le CUAB remet donc de nouveau sa crédibilité en jeu, et montre en cela l'exemple aux élus.



Qu'est-ce qui a changé depuis 2001 ? Il y a trois nouveautés importantes.



Photo Loeiz Bloñs

La dernière manif pour l'unité : combien serons-nous de « pèlerins » cette fois-ci ?

– Première nouveauté : l'attitude du gouvernement. Lors de la rencontre avec le CUAB du 19 mars dernier, Patrick Devedjian, ministre délégué aux Libertés locales, a souligné que la Bretagne ne serait pas le seul cas où la population pourrait être consultée sur des modifications de limites départementales ou régionales. Il a cité la Normandie, la Savoie, la Corse, l'Alsace, et affirmé fortement que si les demandes en sont faites conformément à la nouvelle loi, le gouvernement n'y fera pas obstacle.

– Deuxième nouveauté : le mode d'emploi pour la réunification. Le ministre a indiqué que le Conseil général de Loire-Atlantique et le Conseil régional de la Bretagne administrative pourront dans ce cadre, par une délibération concertée, saisir le gouvernement d'une demande d'application des nouveaux textes de loi. Selon le ministre, la solution passe par un référendum qui permettra aux populations de Loire-Atlantique et de la Région-Bretagne administrative de se prononcer à titre consultatif, et ensuite au Parlement de légiférer en connaissance de cause. L'information principale est donc bien que l'initiative doit venir d'abord des élus bretons eux-mêmes.

– Troisième nouveauté : la nature même du débat. Le Conseil général de Loire-Atlantique et le Conseil régional de la Bretagne administrative se sont prononcés en 2001 en faveur de la réunification. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de faire deux fois le même vœu. La question que le CUAB pose aux conseillers généraux et conseillers régionaux est celle de l'exercice de la démocratie. La délibération concertée que le CUAB leur demande de mettre aux voix des deux assemblées consiste désormais à saisir le gouvernement pour une loi qui permette l'organisation de la consultation populaire sur la réunification administrative de la Bretagne, puis de tirer de cette consultation les conséquences qui s'imposeront en terme de découpage administratif régional. La

question de la réunification est donc devenue d'abord une question de démocratie.

La manifestation doit donc être une forte piqûre de rappel à l'adresse du Conseil général de Loire-Atlantique et du Conseil régional de la Bretagne administrative. Elle est d'autant plus nécessaire que nous sommes en plein débat sur le référendum. Pourquoi le dimanche 22 juin ? Un dimanche, parce que nous donnons ainsi la possibilité aux élus de participer plus facilement à la manifestation et d'être en tête du cortège. Le 22 juin, nous serons également jour pour jour deux ans après le vœu favorable à la réunification du Conseil général de Loire-Atlantique. Mais surtout, l'impact de la manifestation sera primordial à cette date, car le Conseil général de Loire-Atlantique se réunit les 26 et 27 juin, et le Conseil régional de la Bretagne administrative sera en session les 30 juin et 1er juillet. C'est donc bien avant la réunion de ces deux assemblées bretonnes qui portent les clés de la réunification que la population bretonne doit se manifester dans la rue. La manifestation à Nantes se situe aussi en amont du référendum du 6 juillet pour la révision des découpages administratifs et politiques de la Corse. Une façon de dire également que ce qui est vrai pour la Corse, vrai probablement demain pour la Normandie, doit aussi être vrai pour la Bretagne aujourd'hui.

Nous ne pouvons pas nous permettre de repartir encore pour six ans de négociation avec un nouveau mandat régional après les élections régionales de 2004. C'est bien au mois de juin prochain que les conseillers généraux de Loire-Atlantique et les conseillers régionaux de la Bretagne administrative doivent concrétiser leur vœu de 2001. Nous invitons les partisans de la réunification à se mobiliser et à rejoindre les comités locaux du CUAB. Chacun peut prendre des initiatives à son niveau pour que nous soyons massivement présents au rendez-vous à 15 heures, place de Bretagne, le dimanche 22 juin à Nantes. L'heure est à la mobilisation. Merci de relayer et faire comprendre autour de vous l'enjeu de cette manifestation.

Emile GRANVILLE

Contact CUAB : 06.86.63.29.03.

Contact manifestation et cars : tél/fax : 02.99.71.17.69

Profs bilingues nommés ailleurs qu'en Bretagne

Selon l'UDB, l'Etat organise la mort de la langue bretonne

Il y a un an de cela l'Etat et les collectivités territoriales de Bretagne signaient un avenant au contrat de plan Etat-Région, connu sous le nom de « convention additionnelle sur l'enseignement bilingue en Bretagne ». Un an plus tard, l'Etat n'a respecté aucun de ses engagements : formation de professeurs des écoles bilingues : 50 pour l'enseignement public et 30 pour l'enseignement privé chaque année, quota d'ouvertures de classes bilingues : 24 dans l'enseignement privé chaque année, création de deux postes de conseillers pédagogiques à vocation académique, titularisation du personnel de Ti-Embann ar Skolioù brezhoneg (TES), le centre de production de matériels pédagogiques pour les écoles bilingues.

On n'oubliera pas évidemment l'interruption brutale du processus d'intégration des écoles Diwan dans le service public de l'éducation dont la responsabilité n'incombe pas aux membres du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel, mais aux responsables politiques qui ont permis une interprétation liberticide de l'article 2 de la Constitution (« La langue de la République est le français ») et de la loi Toubon sur l'imposition du français dans la vie publique.

Le summum de la duplicité est atteint avec l'affectation hors de Bretagne de professeurs bilingues français-breton qui avaient fait valider leurs compétences linguistiques en breton auprès du rectorat de Rennes, et ceci alors que dans l'avenant, le ministère s'engageait à « maintenir dans l'Académie de Rennes tous les professeurs de breton ou d'y faire revenir tous les professeurs capables d'enseigner leur discipline en breton ».

Six enseignants au moins se retrouvent dans cette situation scandaleuse :

Kristen Malengreau, professeur de SVT, nommée dans l'académie d'Amiens,

Izan Beiz, professeur de SVT, nommé dans l'académie de la Martinique,

Gwendal Le Bras, professeur d'éducation musicale, nommé dans l'académie de Guyane, puis dans celle de Versailles,

Morgan Legoualc'h, professeur de technologie, nommée dans l'académie de Versailles,

Raphaël Urien, professeur d'histoire-géographie, nommé dans l'académie de Créteil,

Antoine Fitamant, professeur de mathématiques, nommé dans l'académie de Versailles.

Dans le débat sur la décentralisation de l'Éducation nationale, débat pourri par un gouvernement qui a choisi la contrainte plutôt que le dialogue, force est de constater que les règles de nomination des professeurs qui ont cours sont utilisées par l'Etat dans le but d'organiser la mort de la langue bretonne.

L'UDB exige que, conformément à l'avenant au contrat de plan Etat-Région, que l'Etat a signé en 2002, les professeurs bilingues français-breton soient tous nommés en région administrative Bretagne ou dans le département de Loire-Atlantique, afin qu'ils puissent intégrer un établissement bilingue français-breton.

De son côté, l'UGB (Union des enseignants de breton), le 12 mai, s'interroge : «Engagements de l'Etat ou poudre de perlinpinpin ?»

■

Suite de notre DOSSIER

Pas de Bretagne sans agriculteurs

A travers les perspectives développées le mois dernier on retrouve le spectre de la vision que quelques technocrates « aménageurs » envisageaient dans les années 70 pour une future spécialisation du territoire breton : un grand espace vert destiné à la récréation de cadres européens stressés tandis que le littoral deviendrait un lieu privilégié de retraite. Et quelques Bretons typiques rescapés de la banalisation planétaire pour agrémenter des journées maussades. En bref tout pour plaire aux bobos et autres écolo-nostalgiques.

Notre projet

C'est au contraire de donner du souffle à une Bretagne bien vivante où les Bretons pourront vivre à leur aise. Une Bretagne bien vivante, parce qu'elle aura eu l'audace collective de se prendre en charge elle-même. L'audace d'affirmer sa place dans les territoires et réseaux européens et mondiaux. Un territoire plein et vivant, c'est d'abord une agriculture nombreuse et dynamique, en équilibre avec son environnement naturel et social. Dans cette perspective, on ne peut que s'opposer au bradage d'un important potentiel économique, à son broyage entre les griffes de l'ogre ultra-libéral. Nous rejoignons là les préoccupations de la Confédération paysanne certes, mais la Fédération régionale des Syndicats d'exploitants agricoles devra aussi clarifier ses positions : est-il possible de soutenir à la fois la liberté individuelle de produire toujours plus et la revendication de prix garantis par les pouvoirs publics ?. Peut-on à la fois permettre la concentration des outils de production et des bénéfices pendant les périodes propices et revendiquer la prise en charge des pertes et des mises aux normes anti-pollution par la collectivité en période difficile ? Simple affaire de cohérence.

Les principes du soutien public à une agriculture alternative se déduisent des constats : reconnaître le rôle fondamental de l'agriculture dans l'aménagement du territoire et la préservation de l'environnement ; activer une politique de prime à la valeur ajoutée produite et une prime à la qualité (le maintien de la viabilité d'une exploitation ou l'embauche d'un salarié se faisant souvent à la marge) considérer la variété des situations naturelles ou socio-économiques régionales d'où se déduit la nécessité de décupler l'autonomie d'action des régions.

C'est la PAC qui cloche

La réforme de la PAC est bien entendu au cœur du propos concernant l'évolution de l'agriculture européenne et donc bretonne et la refonte du subventionnement : l'abandon d'un système inique de subventions aux rendements, aux stockages et aux exportations suivi d'une politique de contingentements ne devrait pas masquer l'aberration que représenterait un découplage complet des aides exploitation/production par l'octroi d'un forfait par exploitant.

Les aides qui actuellement peuvent représenter jusqu'à 40 % du revenu des agriculteurs devraient se décliner, selon nous, en trois niveaux : un premier niveau, forfaitaire par exploitation et distribué par la PAC, lié à l'aménagement du territoire et à l'environnement ; un second également pris en charge dans le cadre de la PAC représenterait, par exemple, une aide liée au nombre d'actifs employés et couplée aux gains de valeur ajoutée par unité produite et par rapport à une moyenne régionale (baisse des coûts, meilleure valorisation, labels, agriculture pérenne, agrobiologie) sous condition d'affiliation à un centre de gestion ; un troisième niveau, de subventions nationales et régionales, concernant l'adaptation du monde agricole aux besoins publics locaux (contrat agriculture durable ou autre, protection de captages, politiques de bassin versant, valorisation de terroirs). A ceux qui s'inquiètent du coût d'un tel système d'aides, on peut répondre que plus l'incitation à créer de la valeur ajoutée sera efficace plus les subventions baisseront, plus les agriculteurs vivront réellement de leur métier. En tout état de cause le territoire régional, en Bretagne comme ailleurs, représente le meilleur niveau de cohérence socio-économique et naturelle et le meilleur potentiel de réactivité : c'est donc à ce niveau que devrait se mettre en œuvre l'application des aides tout comme il devrait être le point d'ancrage principal de l'administration de l'agriculture, au plus proche des administrés. En bref, s'il est un domaine de compétence administrative et politique à décentraliser accompagné des moyens nécessaires c'est bien celui de l'agriculture. En complément de celui de la pêche, de l'environnement, de la politique maritime, de l'action économique, de la culture et de la politique linguistique et de l'enseignement... En un mot, tout ce qui touche à la vie active de tous les jours et dont on se demande encore par quel anachronisme aberrant quelques énarques et autres idéologues jacobins de tous bords estiment devoir régenter à partir de leur tour d'ivoire parisienne.

La clochardisation des plus démunis

L'autre versant incontournable de la PAC concerne le volet international. Soumise aux pressions de l'OMC, la politique de préférence communautaire bat de l'aile au prétexte qu'elle ferait obstacle au libre-échange. C'est pourtant la seule manière de garantir des prix rémunérateurs, sans quoi toute politique d'incitation à produire de la valeur ajoutée ne serait qu'un tonneau des Danaïdes. Il faut dénoncer le mythe du développement universel par les vertus du libre-échange mondial et celui de la liberté d'entreprendre pour tous qui découlerait de pratiques ultra-libérales. Pour ce dernier aspect, l'évolution de l'agro-industrie bretonne commence à rejoindre dans ses traits principaux celle du capitalisme international : le libéralisme effréné ne cesse d'engendrer une concentration accrue des capitaux et des pôles de décisions entre les mains d'une minorité, concentration devenant un obstacle majeur à la liberté d'entreprendre pour le plus grand nombre, oligopole se transformant en véritable bombe économique à fragmentation dès qu'un groupe en difficulté (cf. Doux) fait le vide autour de lui. En ce qui concerne la pratique du libre-échange dans le cadre d'une concurrence internationale féroce et de prix dépréciés, le cas africain montre dramatiquement ses effets drastiques sur le retard de développement. Les produits bradés ou l'aide alimentaire, en forme de déstockage déguisé, font chuter les cours et déstabilisent les marchés locaux en ruinant les efforts de milliers de paysans et en réenclanchant de nouvelles situations de famine ou de misère : c'est un cercle plus que vicieux. Le tout est aggravé par les subventions européennes à l'exportation, véritable incitation à produire toujours plus en faussant continuellement les marchés. Or on sait que dans les pays en retard de développement ce sont les maigres revenus agricoles qui permettent d'impulser un premier développement endogène. Cette ouverture tous azimuts à la concurrence mondiale est catastrophique : le productivisme outrancier crée un semblant d'enrichissement en trompe l'œil chez les paysans d'ici et accélère la clochardisation des plus démunis ailleurs. La situation est d'autant plus absurde que l'ouverture éventuelle à moyen ou long terme de marchés rémunérateurs en Afrique pour l'agriculture européenne ou américaine dépendra in fine de la solvabilité de ces pays, qui sera fonction du niveau de développement endogène atteint. Nous en sommes pour l'instant à tenter d'éponger leur dette colossale. Se rajoute à ce sommet d'absurdité l'incapacité induite des marchés européens à offrir des prix rémunérateurs à tous leurs agriculteurs et à soutenir un développement rural pérenne. Mais le capitalisme ultra-libéral se contrefiche de l'absurde pourvu que cela lui permette d'engranger plus sûrement des profits qu'un placement en une Bourse hoquetant à la moindre grimace ministérielle. C'est le fou du roi qui règne !

Des « écluses » au travers des flux économiques

Plutôt qu'un libre-échange généralisé suicidaire sur le plan agricole mondial, hormis pour les pays agro-industriels exportateurs seuls à en profiter, il faudrait redéfinir des zones différenciées d'équilibres de marchés reliées par des « écluses » : la reconnaissance de la préférence communautaire, des taxes de rattrapage à l'importation en cas de prix mondial trop faible (les fameux montants compensatoires) dont une part reviendrait aux pays en développement en aide aux projets de type « Afrique verte ». En ce sens il ne s'agirait nullement de protectionnisme mais de mesures de régulation internationale. Et de redistribution des richesses, véritable enjeu mondial du XXI[e] siècle aux côtés de celui de la raréfaction et de la protection des ressources naturelles, de la maîtrise de l'effet de serre. Ainsi selon le principe considérant que seul un sauveteur bien portant est à même de ranimer un moribond, une meilleure santé économique et morale de nos paysans solidaires peut devenir un gage de meilleur développement en Afrique. Tout ceci va bien sûr à contre courant de la teneur des négociations au sein de l'OMC. La seule vraie question à poser à ses dirigeants et commanditaires est celle de savoir si nous vivons sur la même planète. C'est au fond le sens véritable des forums sociaux mondiaux, européens, bretons. Un point positif : la volonté affichée par les gouvernants européens de détruire le système de subventions à l'exportation et d'incitation à surproduire… contradictoire cependant avec la perversité du mécanisme de découplage total projeté et que nous dénonçons fermement.

L'autonomie tout simplement

Dans les années 50, la Bretagne a dû son salut économique à une génération de paysans fermement décidée à se prendre en charge elle-même et à s'extraire résolument de la misère. Aujourd'hui, la situation difficile de l'agriculture bretonne dépasse largement le sort de ses quelque 70 000 actifs, tant sur le plan social, économique qu'écologique. Le dernier épisode de l'audit concernant les TGV reléguant la ligne Brest-Paris au dernier rang des priorités montre bien en quelle marginalité nous tiennent les « aménageurs » de territoire parisiens. Mais c'est aussi la marque d'une grande absence de combativité bretonne. N'est-il pas temps alors que la population bretonne entière, en soutien à son fondement rural et enfin consciente d'avoir la capacité à défendre un avenir commun, prenne le relais de l'essor agricole des années 60 et décide désormais de se prendre en charge collectivement elle-même à son tour ? C'est-à-dire de maîtriser elle-même son agriculture, sa pêche, son environnement, son développement économique, sa culture, ses langues. Ca s'appelle l'autonomie. Tout simplement ! Et c'est le quotidien politique de la majorité des Européens, à part en France, pays en retard chronique de démocratie. On ne dit pas « quémander une autonomie » ce qui est un non-sens absolu, mais « décider l'autonomie ».

Paul MINGANT

D'où il est ton poulet, dis donc ?

Doux ? Mais parfaitement, c'est le poulet du Brésil ! Blague de potache à la Tournesol mis à part, c'est un amer résumé de l'évolution actuelle du marché du poulet sous la pression de la globalisation capitaliste. Et le groupe Doux, 6.000 salariés majoritairement en Bretagne, ne s'est pas fait prier pour investir massivement en Amérique du Sud en rachetant Frangosul, le troisième groupe volailler du Brésil. Le groupe Doux y emploie 7.300 salariés pour une production qui s'apprête à dépasser la production française. Conditions de production et de transformation libéralement idéales : maïs et soja à gogo, infrastructures légères et coût du travail minimes, législation sociale squelettique. Il est vraiment très facile de trouver de nouveaux burnous à faire suer en ce bas monde.

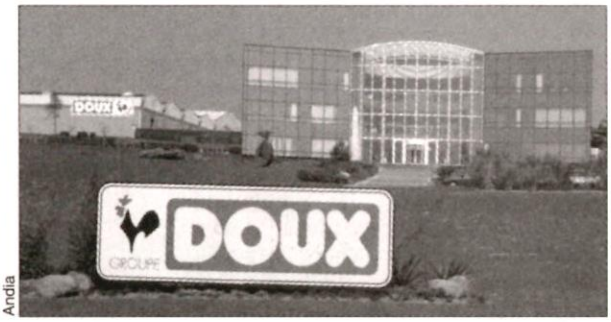
L'invention du développement volatil

Au fait, d'où vient une bonne part de l'argent ayant servi à réaliser ces acquisitions si ce n'est du travail des éleveurs et salariés bretons. L'élevage de la volaille ainsi conçu ne se résumerait-il pas à l'art de se faire proprement et définitivement plumer ? Après s'être fait pigeonner bien sûr : Doux peut ainsi empocher les compensations, issues en partie de l'argent des contribuables, pour exporter à partir de l'Europe au cours mondial, tout en exportant du Brésil vers l'Europe à bas prix. Le beurre et l'argent du beurre et l'huile de coude du crémier en prime. Mais la CFDT, syndicat majoritaire de salariés du groupe, estimait l'année dernière que : « Si le groupe tient le choc, c'est peut-être grâce au Brésil ». Fallait-il imaginer que ce serait au prix de l'élimination progressive de la branche sur laquelle le nid est installé ? C'est l'invention du concept inverse du développement durable : le développement… volatil. Résultats : le groupe Doux en Europe se retrouve le bec dans l'eau, après la fermeture de l'abattoir de Briec fin 2002, le comité central d'entreprise du 15 mai dernier est informé du dégraissage à venir : 1.000 emplois de moins dont plus de 500 licenciements secs (conforme à notre prévision de 20 % de réduction, voir PB précédent), fermeture de l'abattoir de canards de Malansac, de l'atelier d'expédition et du centre administratif de Vannes, arrêt de l'activité poulet-export de Plouray en Bretagne, arrêt des abattoirs de Bapaume (dindes, Pas-de-Calais) et Saint-Nizier (canards, Ain).

Il nous est bien vite rétorqué en guise de justification que ces redéploiements au Brésil prennent part à la nouvelle division internationale du travail, que cela permet d'enraciner le développement dans les nouveaux pays émergents. On aurait pu y croire dans le cadre d'une véritable redistribution des richesses et de la mise en œuvre de vrais programmes sociaux, de réformes agraires, mais cela est loin d'être le cas. Il est clair que cela sert avant tout la croissance des profits spéculatifs globalisés, l'impact sur le développement socio-économique local reste bien minime. Ainsi, dans le cadre de la seule globalisation marchande libérale, la régression sociale brutale d'ici n'entraîne en rien l'amélioration rapide des conditions de vie ailleurs.

Sortir les ergots

N'y avait-il pas d'alternative ? Si bien sûr : en investissant massivement en Bretagne dans une filière d'élevage sous label ou appellation, autonome en aliments et répondant aux normes de qualité correspondant à l'évolution de la demande d'une proportion croissante des consommateurs européens, arabes et asiatiques, par exemple. Mais c'était sans doute marcher sur des œufs quand le perchoir brésilien assurait un aisé envol prometteur. Et maintenant que faire, du point de vue politique, pour limiter la casse ? Sortir les ergots et voler dans les plumes du volailler est une chose. Mais on ne peut s'en tenir aux nécessaires déclarations de soutien aux employés licenciés, ni prétendre offrir des réponses préfabriquées aussi démagogiques qu'inappropriées une fois dénoncés les méfaits de la délocalisation. La première réponse de fond tangible consiste certainement à inciter et soutenir l'auto-organisation collective des producteurs leur permettant de maîtriser eux-mêmes au maximum les filières qu'ils suscitent pour que la valeur ajoutée retourne aux actifs de la branche, réaffirmer la place de la solidarité et de l'économie sociétaire et coopérative comme rempart et antidote, et non comme supplétive, de l'économie spéculative.



Andia

On ne le répétera jamais assez : l'emploi agricole et agro-alimentaire dépend de la capacité des producteurs et des transformateurs à créer de la valeur ajoutée, et donc à inventer des modes de gestion agronomiques plus autonomes et à répondre aux exigences des consommateurs prêts à payer la qualité sanitaire et environnementale, le goût et l'innovation, l'adaptation aux nouveaux modes de vie. En attendant, le coup du poulet Doux au goût aigre est dur à avaler…

P.M.

Fiat, sangsue de la S.B.F.M.

En mars 2002 dans «Le Peuple breton», en conclusion d'un article sur la Société bretonne de Fonderie et Mécanique, nous écrivions que *« la SBFM a des atouts, elle peut relever de nouveaux défis, il faut lui en laisser les moyens. »*

Le problème, c'est que la plus importante entreprise privée du Morbihan (900 salariés) un moment en vente, mais toujours propriété du groupe italien Teskid, contrôlé par Fiat, vient de subir une nouvelle saignée financière.

En effet Fiat, pour se renflouer, vient de pomper 6 400 000 euro dans les caisses de la fonderie du pays de Lorient.

En raison du contexte international, d'une détérioration du marché automobile, d'une pression très forte sur les prix, accrue par la concurrence des pays à bas coût de main d'œuvre, la SBFM affiche, malgré des performances industrielles correctes et en amélioration, une perte d'exploitation d'un million d'euro au premier trimestre 2003.

En programmant une baisse des investissements et de la production, les actionnaires prennent le risque d'affaiblir encore l'entreprise.



Photo Yannick Quénéhervé

Manifestation SBFM devant la préfecture à Vannes.

La direction vient d'annoncer une réorganisation de ses structures et un plan de productivité uniquement basé sur la réduction des effectifs et l'augmentation de la charge de travail.

Les 120 intérimaires du site risquent d'être les premières victimes d'une politique sans ambition illustrée par le refus de diversifier les productions et d'étoffer les secteurs clefs comme la recherche, le commercial et la maintenance.

Jamais la S.B.F.M. n'a été confrontée à une telle situation. Une grande inquiétude règne dans cette ancienne filiale de Renault qui conserve 33,5 % des actions.

Plusieurs municipalités, avec le soutien des élus UDB, ont adopté des vœux pour interpeller le gouvernement et rappeler que l'Etat détient au travers de l'actionnaire Renault, une minorité de blocage.

C'est ce qu'entre deux manifestations pour la défense des retraites à la mi-mai, les ouvriers de la SBFM, syndiqués à 72 % à la CGT, ont voulu rappeler en criant sous les fenêtres du préfet qu'ils ne veulent pas être les Métalleurop du Morbihan.

Y.Q.

Congrès « constitutif » du SLB

Le samedi 24 mai s'est tenu, à Carhaix, le 1er Congrès du Sindikad labourerien Breizh (SLB).

En effet, depuis sa création une direction provisoire présidait aux destinées du syndicat des travailleurs de Bretagne pour « lancer » ces structures qui ont pour objectif d'impulser une activité revendicative en tenant compte des particularités du pays et en donnant aux travailleurs eux-mêmes l'initiative, là où ils se trouvent : c'est-à-dire dans les entreprises.

Les orientations de base et les statuts, ont été adoptées à l'unanimité des 45 délégués réunis en congrès qui ont ainsi lancé cette nouvelle organisation syndicale dont la volonté est de permettre un fonctionnement démocratique. Réellement démocratique et pas seulement dans les mots, en affirmant que, dans le respect des statuts, les sections sont absolument majeures.

Les statuts reflètent cette nécessité absolue et affirment aussi le rejet total des conceptions racistes ou xénophobes et, à l'évidence donc, toutes tendances fascistes.

Les sections d'entreprises et locales doivent décider de leurs actions.

Le bureau a un rôle d'animateur mais pas de « censeur ». Il est constitué de cinq membres : secrétaire, Dominig Jolived-Klec'h ; trésorier, Florance Corbic ; coordinateur, David Derrien ; affaires internationales, Jisket Dreneuc ; communication, Juliette Aguettaz.

Et le conseil national comprend les responsables des sections, plus le bureau.

Avaient été invitées au congrès les organisations syndicales propres aux différentes régions dépendant de l'Etat français. Toutes n'ont pas eu la possibilité de venir pour des raisons diverses. Toutefois l'UGTG de la Guadeloupe était là ainsi que le LAB du Pays basque. Le STC de Corse et le syndicat d'Occitanie en ont été empêchés, en raison des mouvements actuels.

Le bureau du SLB déclare : «Nous voulons aussi saluer le camarade Folgalvez qui a demandé d'être déchargé de la tâche de coordinateur. Il reste d'ailleurs en activité.

Bien entendu ce syndicat décide de lutter contre la volonté des gouvernements français qui professent des conceptions libérales, c'est-à-dire qui prennent parti pour les intérêts des capitalistes au détriment de ceux des travailleurs.

Nous entendons en effet être suffisamment « primaires » pour dire que le respect des conquêtes sociales et leurs améliorations passent par cette « chose insolite » qui consiste à prendre l'argent là où il est, c'est-à-dire chez les riches.

On va donc, sans aucun doute, nous taxer de « radicaux ». Et alors, si c'est être radical que de prendre réellement en compte les réels intérêts de ceux qui travaillent, nous acceptons cette publicité qui nous sera ainsi faite.»

Pour le bureau,
Dominig JOLIVED-KLEC'H


mai 2003...
DES POSTES!
TOUCHE PAS AU BUDGET
TU L'AS LU?
LUC FERRY
NON! C'EST UN VRAI PAVÉ!!
LUC FERRY
LUC FERRY
LUC FERRY

A l'école, l'entreprise fait son marché

Les tendances lourdes de l'évolution historique des sociétés et de leur économie ne sont pas aisément déchiffrables. Les agents responsables des avatars de l'évolution ont souvent intérêt à en dissimuler les véritables enjeux. Ils disposent à cet effet d'une double complicité plus ou moins objective : celle des médias de masse acquis majoritairement aux intérêts du pouvoir en place ; celle d'une opinion publique peu informée sur les dessous des changements profonds d'un monde devenu plus complexe. La question de l'école et de ses enjeux illustre parfaitement aujourd'hui la difficulté à appréhender – et surtout à faire percevoir aux citoyens – les desseins véritables de l'autorité publique et des oligarchies privées qu'elle protège et renforce par ses décisions.

Ce qui arrive à l'école est très clair à énoncer et fort difficile à faire admettre. Dans un monde où le marché néo-libéral étend sans cesse son emprise sur des domaines d'activité lui étant jusqu'alors étrangers, où la volonté de puissance des firmes transnationales semble infinie, l'école est devenue un enjeu de profit. Depuis une quinzaine d'années maintenant, les grands patrons ont trouvé auprès des hommes politiques des oreilles attentives, quand ce n'est pas une parfaite identité de vue en ce qui concerne l'avenir des systèmes éducatifs européens. Partout ces hommes politiques, sous des prétextes divers – meilleure efficacité dans la gestion, nécessité de préparer sérieusement les jeunes aux réalités de l'emploi, rapprochement de l'école du terrain ou du citoyen – mettent en place les conditions d'un basculement de l'école dans une logique pour laquelle elle n'a pas été fondée.

L'école, lieu où est dispensé le savoir nécessaire à la compréhension du monde et de l'autre, va devenir lieu où l'on acquiert des compétences utiles aux entreprises maîtresses des destinées d'un salariat prétendument épanoui. L'une des chevilles ouvrières de ce basculement est sans conteste Mme Edith Cresson qui fut à son heure commissaire européen chargée de l'Education. Elle fut un pont efficace dans la propagation de la nouvelle définition de l'école entre la table ronde des industriels européens, où siègent les patrons des principales firmes transnationales d'Europe, et la commission de Bruxelles. Pour cette dernière, et ceci est lisible dans les rapports qu'elle publie depuis des années, l'école ne doit plus enseigner des savoirs mais délivrer des compétences. Le credo universaliste et humaniste de l'école cède la place à la praxis utilitariste et individualiste de "formations professionnalisantes" – comme ils disent – au service de l'entreprise érigée en valeur suprême. Il faudra bientôt renoncer au mot "école" dont l'étymologie ne saurait convenir à ce nouvel ordre des choses. En 1870, Jules Verne inventa, dans *Paris au XX^e siècle*, le Crédit instructionnel où l'on n'enseigne plus ni la philosophie, ni le latin ou le grec, disciplines devenues inutiles, mais des matières techniques utiles. Il s'agit là de l'un des aspects de *la barbarie douce* dont nous parle Jean-Pierre Le Goff. Il s'agit aussi, comme le soutient Christian Laval [1], d'un changement de civilisation par lequel on cesse de considérer l'enfant comme un homme en devenir pour le traiter en futur consommateur-travailleur.

Les professeurs et leur métier ont-ils quelque chose à voir et à faire avec un tel dévoiement des missions originelles de l'école. Certes, non ! Ils ont du reste, et d'ores et déjà, de moins en moins voix au chapitre. En Grande-Bretagne les chefs d'établissement scolaire sont de plus en plus souvent placés sous la tutelle d'un "spécialiste de la gestion" réputé plus compétent pour veiller aux équilibres budgétaires. En France, dans des académies dites "pilotes", le conseil d'administration de certains établissements n'est plus présidé par le proviseur mais par une personne extérieure et les membres du personnel de ces établissements ne sont plus majoritaires au sein dudit conseil. Aux Etats-Unis, 1,7 millions d'"élèves" du primaire et du secondaire réunis ne mettent plus les pieds à l'école. Ils sont dans le *home schooling* et sont formés, sur internet à domicile, par les firmes de l'*education business*. Partout fleurissent les mallettes pédagogiques offertes par les grandes entreprises aux professeurs ; les logos et marques y sont évidemment bien visibles. De même qu'ils sont de plus en plus présents dans les manuels scolaires sous le prétexte qu'ils font partie de notre vie. Dans le Morvan, les élèves prennent à l'école des petits-déjeuners offerts par Nestlé. Il n'est dans tout cela aucunement question de soutenir la pédagogie des anciens maîtres de l'école, les professeurs, mais de soutenir, activement ou passivement, le commerce de ces nouveaux maîtres [2] que sont les entreprises.

Mais il y a plus grave. Si l'entreprise veut, directement ou indirectement, mettre la main sur l'école, ce n'est pas uniquement pour y capter de futurs clients mais pour l'adapter aux caractéristiques de l'emploi telles qu'elles sont aujourd'hui et telles qu'elles seront demain et non telles qu'elles nous sont présentées par un discours politico-patronal lénifiant. Contrairement à ce qui est prétendu, le niveau moyen de qualification des emplois ne s'élève pas. La proportion des emplois peu ou pas qualifiés croît avec la mise en œuvre de l'automatisation du travail et le développement des services de proximité. Aux Etats-Unis, d'ici à 2008, il sera créé 250 000 emplois de remplisseurs de distributeurs automatiques de boissons et de pizzas et 56 % du total des emplois créés concerneront des postes ne nécessitant pas plus de 48 heures de formation initiale dans l'entreprise [3]. L'Europe est-elle si loin de ce modèle ? La massification de l'école – que certains démagogues préfèrent pudiquement nommer démocratisation – entamée après Mai 1968, maintient longtemps à l'école une proportion croissante des jeunes alors même que les débouchés en termes d'emplois qualifiés ne suivent pas, au contraire le fossé se creuse. La réponse à ce problème dramatique passe, pour les entreprises, par un changement du contenu des formations. Les rapports de la Commission de Bruxelles sont édifiants à cet égard : face au défi technologique, les systèmes éducatifs doivent faire de "l'alphabétisation numérique" une priorité. Il faut donc deux écoles : l'une où seront formées les élites et où le savoir aura encore sa place, l'autre où l'on fera acquérir aux futurs soutiers de l'économie marchande les rudiments nécessaires au bon maniement des machines automatisées.

Et si nous relisions Orwell et Huxley avant qu'il ne soit trop tard ?

Yann FIÉVET

1 – Christian Laval, *L'école n'est pas une entreprise*, La découverte, 2002.

2 – Nico Hirtt, *Les nouveaux maîtres de l'école*, EPO, nouvelle édition 2003.

3 – Chiffres cités par Nico Hirtt lors d'une conférence à Paris le 21 mai 2003.

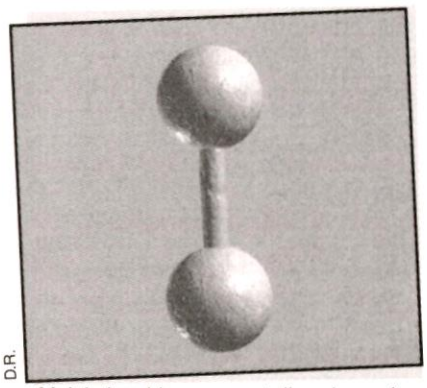
POBL VREIZH

ENERGIEZH
Penaos terriñ ezhommoù ar bed?

Panevet un implij bras eus an danvezioù o tegas energiezh, ne vefe ket bet dastumet ul lusk kreñv gant ar c'hresk ekonomikel e-pad an ugentvet kantved. Pemzekkementet eo bet an implij energiezh er bed dindan kant vloaz. Etre 1900 ha 1950 e voe mare ar glaou. Diazezet e oa bet dispac'h industriel an naontekvet kanved war an danvez-se. Digreskiñ a reas an ezhomm anezhañ e fin an eil brezel bed er Stadoù-Unanet, hag er bloavezhioù 1950 e peurrest ar bed diorroet. Diwar-neuze e voe graet dreist-holl gant an idrokarburioù. ouzhpenn pempkementet e voe implij ar petrol er bed etre 1950 ha 1973, hag ouzhpenn c'hwec'hkementet e voe hini ar gaz. Pa voe pempkementet priz ar petrol e 1973, e voe divizet reiñ muioc'h a nerzh d'ar modoù all da fardañ energiezh. Savet e voe muioc'h muiañ a greizennoù nukleel evit ober tredan. Kreñv e chome koulskoude implij ar petrol er bed rak ezhomm a oa eus an danvez-se evit ar c'hirritan. Kudenn ar saotradur hag emastenn modoù bevañ an endro industriel e broioù nevez a laka d'en em soñjal war dazont un hevelep implij.

Peadra a zo ivez da vezañ chalet gant padusted ar pourvezioù ma vez kendalc'het da implij kement a betrol. Muzuliet ez eus bet ez eus evit terriñ d'hon ezhommoù idrokarburoù talvoudegezh 143 miliard a fustadoù petrol d'an nebeutañ e kondon an douar, da lavarout eo peadra da respond e-pad pevarugent vloaz d'ar goulenn evel m'emañ hiziv. Hervez lod e krogo ar petrol da vezañ un danvez rouez adalek 2010. Reoù all a soñj dezho ez eus peadra da badout betek 2070. Araokadennoù teknikel a c'hellfe reiñ tu da zastum 10% muioc'h a betrol er gwazhennoù lakaet da dalvezout betek-hen ha gortozet e vez dizoloadennoù nevez a c'hellfe degas talvoudegezh 100 miliard a fustadoù petrol.

Emdroadur industriel un vro divent evel Sina ha kresk hec'h ezhommoù energiezh a laka da gompren e rankimp kavout buan un danvez all evit chom hep gouzañv un diouer eus ar re noazusañ evit an holl. Implijet e vez ar c'hezeghouarn bemdez gant 540 milion a dud e Sina. Ne vezont ket implijet kement hag un nebeud bloavezhioù 'zo koulskoude. Gwerzhet ez eus bet ur milion a gezeghouarn eno e 1999 endra ma veze gwerzhet ouzhpenn 30 milion anezho pemp bloaz 'zo. Emañ ar Sinaiz o chom pelloc'h pellañ diouzh o lec'h labour ha n'eo ket mui ken aes mont-dont war varc'h-houarn evit kalz anezho. 60% eus annezidi Beijing a implije bemdez ur marc'h-houarn dek vloaz 'zo. 40% e vezont hiziv an deiz hag aet eo izeloc'h c'hoazh an dregantad-se e Shangailh pe e Guangzhou, lec'h ne chom nemet 20% eus an dud o troadikellañ pa vez da vont eus an eil lec'h d'egile. En eskemm e kresk implij ar c'hirri-tan e Sina. Tric'hementet eo bet o niver abaoe 1993 ha kinniget e vez difenn ouzh an dud mont gant o c'hezeg-houarn war hentoù 'zo pa 'z int deut da vezañ ar re zañjerusañ er bed. Hervez un enklask e vefe an drederenn eus an tiegezhioù kêr e Sina gant ar soñj prenañ ur c'harr-tan e-kerz ar bloavezhioù o tont. Ne vo ket an endro evit gouzañv kement-se moarvat. Ma vefe an dregantad blenierien garr-tan e Sina par d'an hini a vez kavet e broioù ar C'hornôg, e vefe war hentoù ar vro-se ouzhpenn an hanter eus kirri-tan ar bed.



D.R.

Molekul an idrogen, gant div eskennoù.

An idrogen evel diskoulm

Evel-just e vez klasket diskoulmañ ar gudenn. Embannet ez eus bet graet, da skouer, gant gouarnamant ar Stadoù-Unanet e vefe lakaet ar pouez en enklaskoù kentoc'h war ar c'heflusker dre idrogen eget war unan oc'h implij nebeutoc'h a betrol. Ur c'heflusker disaotr e vefe an hini dre idrogen dre ne zistaolfe nemet aezhenn dour en aergelc'h. Seurt enklaskoù a vez graet e broioù all. Abenn mont war-raok war an dachenn-se ez eus bet frammet en Island, da skouer, ar gompagnunezh Iceland Hydrogen and Fuel Cell Compagny gant Daimler-Chrysler, Royal Dutch ha Shell hag an embregerezh islandat Vistorka. Klask a ra ar gompagnunezh nevez-se gant harp gouarnamant an enez hag hini he skol-veur, lakaat an ezporzhiadurioù petrol da ziskenn ha degas un digresk a 70% d'an distaolioù aezhenn garbonek en aergelc'h. Evit fardañ podoù-tredan dre idrogen e vo implijet an douarwrez a servij dija da broduiñ 77% eus an energiezh bevezet en Island. Lakaet e vo ar podoù-dredan-se e-barzh ar c'hirri-tan, ar c'hirri-boutin hag ar bigi pesketa.

Estreget abegoù ekologel a zo da glask e dibab gouarnamant ar Stadoù-Unanet. Gouzout a ra an Amerikaned emañ an dazont gant ar c'heflusker-se dre ma teuio startoc'h startañ, hag ivez koustusoc'h koustusañ, kavout petrol dre ar bed, ha fellout a ra dezhañ prientiñ nerzh ekonomikel an embregerezhioù sevel kirri-tan amerikan evit-se dre bostañ en deknologiezh-se, ha n'eo ket broudañ ar re-se da ginnig kirri-tan oc'h implij nebeutoc'h a betrol dre uhelaat an taosoù war an danvez-se evel ma vez graet e broioù all. Komprenet o deus an Amerikaned da heul mestaolioù an 11 a viz gwengolo 2001, e rankent dispign kalz evit gwareziñ ar pourvezioù petrol o tont eus broioù diasur o dazont politikel, evel re ar Reter Tostañ. Dispign a rae ar Stadoù-Unanet betek neuze etre 30 ha 60 miliard a zollaroù evit gwareziñ pourvezioù ar Reter-Tostañ bep bloaz. Uhel e teu un hevelep koust pa ouzer n'o doa dispignet nemet 10 miliard a zollaroù o prenañ petrol er c'hornad-se etre 1992 ha 1994. Bodet enno 4,3% eus poblañs ar bed emañ ar Stadoù-Unanet o vevezin 25% eus ar petrol dastumet ennañ. N'eus nemet 64,4 miliard a varilhadoù petrol e kondon Amerika an Hanternoz endra ma 'z eus 683,6 miliard anezho en hini ar Reter Tostañ. Emañ ar c'hard eus pourvezioù petrol ar bed e kondon Arabia Saoudat, ar vro ma oa ganet enni ar braz eus ar gamikazeed o doa sevenet mestaolioù an 11 a viz gwengolo 2001. Evit tud evel Ben Laden emañ ar C'hornôg o laerezh broioù ar Reter-Tostañ pa vez prenet gantañ petrol d'ar prizioù kinniget betek-hen. Embannet ez eus bet gant hennezh e vanke gouarnamant ar Stadoù-Unanet 136 miliard a zollaroù d'e bourchaserien, da lavarout eo 30.000 a zollaroù evit kement muzulmad o vevañ er bed. Seul efedusoc'h e c'hell bezañ seurt prezegennoù m'emañ poblañsoù ar Reter-Tostañ o c'houzañv diskar o live bevañ. Anat eo e kouezhfe ur bec'h ekonomikel eus ar pounnerañ war ar broioù industriel ma kreskfe levezon bolitikel tud evel Ben Laden. Bras e teu e Washington ar youl bolitikel neuze evit digreskiñ an ezhomm eus ar pourvezioù diavaez war dachenn an energiezh ha setu perak ez eus bet divizet reiñ ul lusk kreñv d'an enklaskoù war ar c'heflusker dre idrogen.

Paol AR MEUR

●

Face à l'épuisement prévisible des réserves de pétrole, l'hydrogène apparaît comme une solution.

«Vel ur marc'h o karnata»

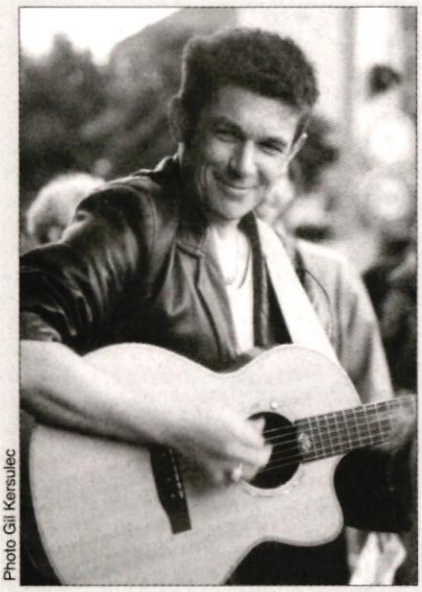


Photo Gil Kersulec

Dom DufF.

Dom DufF a zo ur c'haner breizhad, soner gitar, unan eus ar re a grouas ar strollad Diwall. Galleg ha brezhoneg a zo bet yezhoù e gavell ha tommañ a reas ouzh ar brezhoneg e Ploueskad e atant e dud hag e dud kozh.

E gitar kentañ en deus bet d'e bevarzeg vloaz. Adal 1997 e son gant mignoned ha se betek 1992. E 1995, e vez savet «Diwall», hag e teu Dom DufF da vezañ ur soner a-vicher. E 2001 e kej gant Pascal Lamour, hag diwar ar gejadenn-se e krog ul c'henlabour war zachenn an arz hag en nevez amzer 2003, setu deuet er maes e bladenn gentañ en e-unan, «Straed an amann».

Dom Duff, ur vouezh leun a vein, tagnous, mouezh ar meuriad, («en nec'h», «setu ar vuhez»). Plijout a ra dezhañ ar muzik a chuch hag a sut. Ret eo d'ar son dont raktal hep rikamantoù, klask a ra lakaat war wel nerzh ar greunven a gaver **er vro tro war dro.**

N'eo bet e skol ebet, koulskoude e ansav bezañ bet levezonet gant rock ar bloavezhioù 70, e hent a heuilh **«ar poulladoù dour e-kichen tar du ant hentoù digontam»**. Daoust da se, ar sonioù zo tomm («'E park finn»), lod zo awenet gant a spered an druized («gerioù berr»), ur gwir **«grunch breizhad»** d'ar skouarn.

Evit Dom DufF, muzik Breizh, evel muzikoù ar broioù keltiek all n'eus anezho anez ar yezh . Ar brezhoneg eo yezh muzik Breizh , ar musik-se a c'hell tap pep liv a zo er bed gant ma vo testennoù e brezhoneg. E vignoned, an Iwerzhonad Ronan O'Snodaigh (strollad Kilha) hag ar C'hembread Andy Jones, a sonj eveltañ. Youssou n'Dour a gan wolof, ha brudet eo dre ar bed, Dom DufF en ivez, a ro brud d'ar brezhoneg er bed holl ha alies e vez degemeret gwelloc'h e Bro Alamagn pe en Izel Broioù eget er metoù galleger. Evit Dom DufF, brud Breizh er bed holl, n'eo ket son ar binvioù sonerezh hepken met ivez **sonerezh ur yezh**.

Sevenadur Breizh n'eo ket sevenadur ur bihan niver, hon hini eo, hini ur bobl. **Yezh ha sevenadur Breizh a zo hollvedel ha n'int ket kuzh !** Nerzh kredenn an arzour, hini hor c'hwrizionnoù («straed an amann»),a lak da sevel ennomp sorc'henn ar brezhoneg **ur c'hoantaenn brezhoneg**.

Dom Duff a skriv e ganaouennoù e brezhoneg, evel ma skriv re all o c'hannaouennoù e galleg. **Sonerezh Breizh eo ha setu holl**.

Ar c'haner gitarour a raio un droiad e Bro Gembre e miz Here 2003 hag e Bro Skos e deroù ar bloavezh 2004, met n'eo ket evit keloù-se e vo dilezet gantañ strollad Diwall (ur strollad a son music laouenn da zansal) hag dont a raio ur bladenn er maez e dibenn ar bloavezh 2003...

Jean-Jacques PAGE

(Traduction bretonne : Gwen HUON)

Dom DufF, un son rocailleux, hargneux, tribal. Du vrai «grunch acoustique breton». La force de conviction de l'artiste, celle de nos racines qui nous donnent «envie de breton».

Achat en ligne : domduff.bzh.bz
Straed an amann (Rue du Beurre / Butter street)
Label BNC - distribution Coop Breizh
bncprod@free.fr www.domduff.com

Kinnigoù labour

Emañ DIWAN o klask evit ar bloavezh-skol o tont kelennerien « holl danvezioù» ha kasourien evit skolajoù Ar Releg, Kemper, Gwened, Plijidi hag al lise e Karaez.
Aotreegezh war an danvez dre ret – Brezhoneg komzet
Skrivit da : Ziwan, ZA St Ernel, BP 147, 29411 Landerne cedex

DIWAN recrute pour la prochaine année scolaire, des professeurs de collège et de lycée dans les différentes matières enseignées, ainsi que des animateurs. Des postes sont à pourvoir dans les collèges du Relecq-Kerhuon, de Quimper, Vannes et Plijidi, et au lycée de Carhaix.
Licence dans la matière enseignée exigée.
Maîtrise du breton indispensable.
Adressez votre candidature à : DIWAN, ZA St Ernel, BP 147, 29411 Landerneau cedex

Kinnigoù labour

DIWAN a zo o tuta stajidi evit miz Gwengolo 2003. Bac +3. Brezhoneg komzet ha skrivet. Stummadur «kelenner ar skolioù Diwan» e Kemper.

DIWAN recrute des stagiaires pour septembre 2003. Bac +3. Breton écrit et parlé. Formation «professeur des écoles» à Quimper.

Goulennit titouroù gant
Renseignez-vous auprès de : DIWAN, Rann ar C'helenn, ZA St Ernel, BP 147, 29411 Landerneau cedex
Pgz : 02.98.21.34.95

BILZIG

Adkavet e vo bremañ levr Fañch Al Lay, **Bilzig.** Ur romant bevbuhezek. Un istor eus dibenn ar triwec'hvet kantved, prestik a-raok an Dispac'h. Istor ar paotrig eus Lokireg, emzivad, met paotr fin ha kalonek. Evel-se e vo anavezet doareoù-bevañ tud ar mare-se.

Skrivet eo bet gant un den eus ar vro. Fañch Al Lay, ganet e Lokireg e 1859. Marvet ivez e Lokireg (1937). E-lec'h ma oa deut da vevañ war e leve (1924). Bet aotrou maer e barrez (1928-1937). Kelenner e oa bet dreist-holl e Lise Pondi. Deut da vezañ Doktor war al Lizhiri e Roazhon (1912).



Hervez Abeozen e oa **Bilzig**, **«unan, hep mar ebet, eus ar gwellañ skridoù bet embannet e brezhoneg»**.

Embannet e oa bet **Bilzig** da gentañ e **Buhez Breiz**, ur gelaouenn divyezhek (1919-1924) savet gant Pêr Mokaer. Moulet e oa bet e 1925 e doare ul levr (Ti ar Gwaziou e Kemper). Gant **Skol Vreizh** eo bet dalc'het doareskrivañ orin. Da lavarout eo KLT.

Adembannet e oa bet e 1963 gant **Emgleo Breiz** (e doareskrivañ Brud Nevez hag all... evel just). Un embannadur brav, gant skeudennoù ha notennoù, dreistholl war ar yezh. Diviet e oa, pell'zo dija !

Adkavet e vo bremañ. Gant Bernard Cabon, ur mailh war ar yezh, eo bet troet e galleg. Ha savet ur bern notennoù (e galleg hag e brezhoneg). Lod a gavo diaes gwelet **Bilzig** war un dro e brezhoneg hag e galleg. Kudenn embannadur. Divyezhek eo. Siwazh deomp ur bern Bretoned n'hellont ket mui lenn brezhoneg. Ha c'hoant ganto anaout ar pezh a oa bet krouet en hor yezh.

Mat-tre eo ivez evit ar re a zesk ar yezh bezañ skoazellet gant ul levr evel-se. Roet dezho an tu da gejañ gant ur brezhoneg bev, gant troioù-lavar c'hwek.

Kavet e vo un **«Avant-propos»** savet e galleg gant Jean-Christophe Cassard, hag ivez, e brezhoneg hag e galleg komzoù Francis Favereau, dreist-holl diwarbenn ar yezh : **«...En ur yezh meur e live enni, aes-kaer da intent d'an holl. Perzhioù kaer hag eo ranket deomp meuliñ en o serr stil personel ar skivagner, fraezh ha splann, pa ouie sunañ bouedenn ar yezh vew eta.»**

E dibenn al levr e vo lennet «Bilzig, roman inachevé», ur pennad savet gant Pierre Trepos, bet moulet e **«Annales de Bretagne»** (1958).

Un nebeud skeudennoù savet gant Noëlle Le Guillouzic a ro spered an amzer-se. Evit plijadur al lenner e vo kavet ivez, e galleg hag e brezhoneg, tammoù eus buhez Fañch Al Lay, gant poltriji (1919 ha tro ar bloavezhioù 1930).

Evit plijadur al lenner, dreist-holl evit plijadur al lenner eus Lokireg-Plistin, e vo kavet ur roll anvioù reier hag aochoù. Hag ivez kartenn Bro Lokireg.

Mat e vefe bodañ bremañ oberennoù all Fañch Al Lay. Strewet int er paperioù kozh, kelaouennoù evel **Buhez-Breiz, L'Hermine, Mouez ar Vro** pe **Arvorig**.

Lennit **Bilzig** !

Glaoda MILLOUR

Al Lay Fañch. **Bilzig**. 360 p. (14,5x24). 24 euro. **Skol Vreizh**. Texte breton intégral et traduction française.

AL LIAMM

Niverenn 337



Al Liamm

Tresaden Youenn Gwernig.

N'eo ket aot da hesk ijin Per Denez, Jakez Konan ha Youenn Gwernig, a ginnig barzhonegoù kaer, na kennebeut hini Reun ar C'halan, en deus savet ur skrid hir, «Laora», a gemer adra-sur e ziazez war e brantad buhez soudard e Bro-Alamagn, just goude an eil brezel-bed : kriz eo tonkad an div blac'h en deus anavezet du-hont, evel m'eo kriz hini Anna, pried Beñat, dilezet gantañ e danevell Herve ar Bihan «Evel un evn o tizhout an heol». Hini Lan Tangi, «Adenkorfadur», he deus he dibunadur e Bro-Indez : eno e chom digas an dud dirak marv ar re all, pa ouzont e vo un adenkorfadur evit pep hini anezho hag e vo o stad moarvat gwelloc'h eget an hini gent. Herve Gouedard en deus troet ur skrid aozet gant Leo Perrutz, «Pour avoir bien servi».

Deomp en-dro war ar barzhonegoù : gant Jakeza al Lae eo bet savet unan e koun he mamm, hag a c'hellfe bezañ ur c'han ; unan all, «Merzher», a zo sinet gant M.L.G., bet implijad en un atant bras «kostez Chartrez» hag aet da Anaon du-hont 20 vloaz 'zo.

Gant Goulc'han Kervella eo bet fardet ur pezhig-c'hoari, «Karantez en enez», ma plav ennañ spont ar Sida war gejadenn daou zen yaouank.

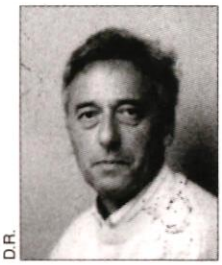
N'eo ket dister lod ar studiadennoù; gant kendalc'h hini heverk Fañch Kerrain war «Gelennadurezh Bouda» ha skridvarnadenn Herve Latimier war levr Ronan ar C'hoadig «Bretagne, le fruit défendu».

Dudi a gaver bepred a-hed an notennoù, ma 'z eus enno alies gant o saverien un dielfennadur eus an darvoudoù a zezrevellont.

Al Liamm, koumanant-bruderezh 25 €, da gas war anv ar gelaouenn da Guzul ar brezhoneg, 14 straed Louzaouenn an Hañv, 22300 Lannuon.

Marzhin GROGENNEG

Irak : point de vue d'un crétin(*)



D.R.

Louis Le Guillou

L'armée américaine vient d'abattre l'un des régimes les plus brutaux qu'ait connu l'humanité. Je n'ai pour ma part participé à aucune manifestation « contre la guerre en Irak », ni avant, ni pendant, ni après. « J'ai sûrement un problème », me suis-je souvent dit. Il est vrai qu'après tant d'années de militantisme de gauche, se retrouver au diapason de Madelin n'est pas chose aisée ! J'ai alors consulté le docteur Fiévet (entre camarade vous savez, c'est plus facile) et le diagnostic est tombé, brutal et douloureux : crétinisme. Une pathologie due à l'âge sûrement, car, contrairement à l'un de mes compagnons d'infortune, je veux parler d'Elie Wiesel, Prix Nobel de la Paix, je n'ai pas l'excuse d'être juif et New-Yorkais. Tant pis, j'assume. Après tout, il y en a d'autres : Goupil, Finkielkraut, Glucksman, Havel, Geremek…

C'est vrai, j'avoue que je me suis senti dès le début de cette crise, plus en accord avec les gouvernements des grandes démocraties occidentales, qu'avec MM. Chirac, Poutine, Ziang-Zeming, Khadafi et autres Assad. Je comprends Le Pen, le régime fasciste de Bagdad lui convenait à merveille ; je comprends les dirigeants et militants de toutes les chapelles trotskistes, maoïstes, anarchistes ou ex-staliniennes, dont les modèles de société n'ont pas grand-chose à voir avec ceux que se donnent librement les peuples, du moins quand ils ont le choix. Je comprends notre classe dirigeante, des chiraquiens aux socialistes, infatigables et aujourd'hui inconsolables commis-voyageurs de Total-Fina, tous compromis avec ce régime abject, et pas seulement dans le passé, hélas ! Mais je n'arrive toujours pas à comprendre ce que faisait l'UDB parmi tout ce beau monde et notre sigle au bas d'un tract signé entre autres par le Pôle républicain !

Une guerre pour le pétrole ? Les États-Unis auraient bien pu s'accommoder de Saddam, comme ils l'ont fait si souvent de maints dictateurs et obtenir le pétrole voulu. Mais le monde a changé, le communisme ne menace plus personne et lorsque les peuples veulent changer la vie ; c'est pour aller vers toujours plus de démocratie et non l'inverse. Quel intérêt ont les États-Unis d'aujourd'hui à soutenir les totalitarismes, sachant que ceux-ci conduisent au terrorisme et tandis la démocratie est le meilleur facteur de développement ?

Une guerre du Bien contre le Mal ? Je ne sais pas ce que signifient ces mots dans l'esprit de Bush, mais ce que je sais, en revanche, c'est que le Mal existe, absolu, et s'appelle dictature, et que le Bien, ou du moins ce qui s'en approche le plus s'appelle démocratie, et, tout bien pesé, que trente jours de guerre sont préférables à trente ans de totalitarisme. Ah ! bien sûr, il y a les victimes, celles des Américains, évidemment que nos médias ne se privent pas de nous exhiber avec complaisance, les autres s'étant tues depuis longtemps…

Une guerre pour éliminer les armes de destruction massives ? « Un prétexte » selon les pacifistes, pour qui Bush ment tandis que Sadam, lui bien sûr, disait la vérité. Moi je l'avoue modestement, je n'en sais rien, mais ce que je sais en revanche, c'est qu'au chapitre agression, ce dernier possède un palmarès difficile à battre, même par la Corée du Nord, si souvent citée : Iran, Kurdistan, Koweit, Israël, Pays chiite… sans oublier les Irakiens eux-mêmes, du moins les non-membres du Parti… L'existence même de ce personnage et de sa clique était un défi et une insulte permanente au reste de l'humanité, et si ce n'est pas le cas, que fait alors Milosevic à La Haye ?

Une guerre pour changer le régime irakien, mais de quel droit voyons ? Eh bien du droit de ce que l'on appelait il y a encore peu de temps « le droit d'ingérence », dont un autre « crétin » du nom de Kouchner s'était fait l'apôtre il y a quelques années. L'État-Nation serait-il devenu à nos yeux un concept sacré et inviolable ? Avons-nous, nous aussi, le culte du fameux « droit international » que nous a servi quotidiennement M. de Villepin et qui donne aux grands criminels de ce monde, lorsqu'ils sont au pouvoir, le permis de tuer, dès lors qu'il s'exerce dans le cadre de « frontières reconnues ? » N'avions-nous pas, à l'époque, réclamé l'envoi de troupes au Kosovo, pourtant partie intégrante de la Yougoslavie ?

Une guerre qui risquait de déstabiliser le Moyen-Orient, de soulever le monde arabe, d'attiser le Terrorisme ? Dans quel État du Moyen-Orient musulman les peuples peuvent-ils choisir aujourd'hui leurs dirigeants ? Dans quel État les minorités sont-elles respectées ? L'Irak laïque ? Qu'on lise à ce sujet le témoignage des Dominicaines de Bagdad dans «Ouest-France» sur la vie des chrétiens au paradis de Tarek Aziz ! Le monde musulman a relativement peu manifesté, pas plus que les peuples d'Europe de l'Est. Quant au terrorisme, j'ai envie de dire : qui a commencé ? La contestation a surtout été le fait des enfants gâtés d'Occident plus soucieux de leur confort qu'attentifs aux cris des suppliciés des geôles de Bagdad. Contre la guerre ? Faux. Contre les États-Unis, oui. Car enfin, où sont les femmes violées, les hommes torturés, les bourgades incendiées, les villageois enfagotés avant d'être livrés aux grenades de la soldatesque ? En Irak ? Non. En Tchetchénie, camarades…

Aujourd'hui les Irakiens sont libres. Que feront-ils de leur liberté ? Qui peut croire que l'Irak puisse en quelques mois devenir une démocratie à la scandinave quand on voit le pourcentage de Français prêts à confier leur sort au premier démagogue venu et ceci, plus de deux siècles après la prise de la Bastille ? Il faudra au moins dix ans disait récemment un professeur bagdadi avant que nous soyons capables de réfléchir par nous-mêmes. Au moins dix ans…

Louis LE GUILLOU,
Adhérent de l'UDB

* Voir « Leurre de vérité »/P.B. Avril 2003

Les élections en Belgique

Le 18 mai dernier, les Belges ont élu leurs représentants (députés) et leurs sénateurs. L'élection des députés se fait à la proportionnelle, dans des circonscriptions provinciales à l'intérieur des régions de Flandre et de Wallonie, avec des partis distincts pour une même famille politique, les partis wallons et flamands étant sur les rangs dans la région de Bruxelles. A partir de ces élections il faut dépasser 5 % des suffrages pour pouvoir être élu.

Vers une coalition violette

Le scrutin a été marqué dans les deux grandes régions par un progrès des socialistes (les rouges) et des libéraux (les bleus).



Spirit

Els Van Weert, présidente de Spirit, élue députée.

Les socialistes talonnent les libéraux à la Chambre avec 48 sièges (+15). Le parti socialiste flamand (S.P.A.), en coalition avec le Spirit, progresse en voix de 65 % et a 23 élus (+9). Son homologue wallon, le P.S., voit ses suffrages progresser de 35,5 % et emporte 25 sièges (+6). Les socialistes belges ont su retrouver leur identité à la fois en affirmant leurs valeurs traditionnelles tout en proposant un idéal et une image rajeunis.

Les libéraux progressent moins nettement. Les Libéraux-démocrates de Flandre (V.L.D.) ont 25 sièges (+2) avec des suffrages en hausse de 13,5 %. Le Mouvement réformateur wallon obtient 24 sièges (6) avec des suffrages en progrès de 19 %. Les bleus ont donc 49 sièges à la Chambre.

Les Chrétiens-démocrates stagnent en voix et reculent en sièges. Les Chrétiens-démocrates de Flandre (C.D.V.) ont 21 sièges (-1). Les Wallons du Centre démocrate humaniste (C.D.H.) en obtiennent 8 (-2).

Les Verts, membres de la coalition Arc-en-ciel qui a gouverné de 1999 à 2003, s'écroulent et payent sans doute la désillusion des électeurs et leurs maladresses. Les écologistes flamands d'Agalev perdent leurs 9 sièges et plus de 62 % de leurs suffrages de 1999. En Wallonie, ceux d'Ecolo n'ont plus que 4 sièges (-7) et perdent 56 % de leurs voix.

L'extrême-droite continue son inquiétante progression. En Flandre, le Vlaams Blok emporte 18 sièges (+3), avec des suffrages en progression de 24 %. Il est le premier parti dans la circonscription (avec 24 % des voix) et dans la ville (avec 30 %) d'Anvers, même si sa progression se ralentit dans les villes. En Wallonie, la progression du Front national en voix est de 40 % mais son audience est beaucoup plus faible et il garde un seul siège.

L'on s'oriente donc vers un gouvernement paradoxal socialistes-libéraux. C'est le leader du P.S. Elio Di Rupo, ayant célébré le succès de son parti le 18 mai à la fois en français et en flamand (ce n'est pas fréquent), qui a été chargé par le roi d'une mission exploratoire en vue de la formation du gouvernement confiée à Guy Verhofstadt (V.L.D.), Premier ministre sortant. Aujourd'hui, les Flamands veulent de nouvelles réformes institutionnelles, peu désirées par les Wallons ; mais la coalition ne dispose pas à la Chambre de la majorité des 2/3 nécessaires pour changer les institutions. La coalition violette durera-t-elle ? Les socialistes sont en effet réticents à l'approfondissement de la réforme fiscale et à la baisse des charges patronales voulus par les libéraux...

L'héritage de la Volksunie

Le parti nationaliste flamand, Volksunie, s'est dissous en 2001. Deux partis lui ont succédé. A gauche Spirit, membre de l'A.L.E.-P.D.P.E. où siège l'UDB bretonne. La barre de 5 %, établie a amené Spirit à s'allier aux socialistes flamands. Cela lui a valu des critiques, de la part de militants qui n'ont rejoint aucun des deux partis issus de la V.U., mais aussi de militants ayant participé à la création de Spirit. Ces critiques s'expliquent par des raisons politiques de fond, comme par des facteurs plus personnels. Elles s'accompagnaient aussi d'une attitude pessimiste quant au devenir de Spirit dont l'écroulement était annoncé, ce qui semblait corroboré par des départs. Cette attitude critique a notamment été marquée par le passage à Agalev de Bart Staes, un des deux députés européens de Spirit.

Finalement, le choix de Spirit s'est révélé plutôt payant, puisque ce parti obtient au moins trois députés à la Chambre et un élu au Sénat (en la personne de Bert Anciaux, second sur la liste d'union avec les socialistes aux sénatoriales, également élu député). L'alliance avec les socialistes peut paraître étonnante, mais il s'agit d'une alliance avec un parti socialiste flamand, un cas de figure évidemment inconnu en Bretagne.



Spirit

Bert Anciaux, de Spirit, élu sénateur.

L'autre parti, issu de l'aile droite de la Volksunie, la Nieuw Vlaamse Alliantie (N.V.A.), est allé seul aux élections. Il obtient un élu dans la circonscription de Flandre occidentale avec environ 7 % des suffrages. Dans l'ensemble de la région flamande il recueille 4,9 % des voix, avec l'avantage toutefois d'avoir pu compter ses voix. N'étant représenté que dans une seule des deux chambres, il ne pourra pas bénéficier de l'aide officielle aux partis politiques. Il ira sans doute seul aux élections régionales prévues pour mai 2004 ; qu'en sera-t-il alors du choix de Spirit ?

Yves JARDIN

Les élections en Péninsule ibérique

Il y a eu le 25 mai de nombreuses élections en Espagne : élections municipales, élections provinciales et élections dans 13 communautés autonomes sur 17. Analysons une partie des résultats.

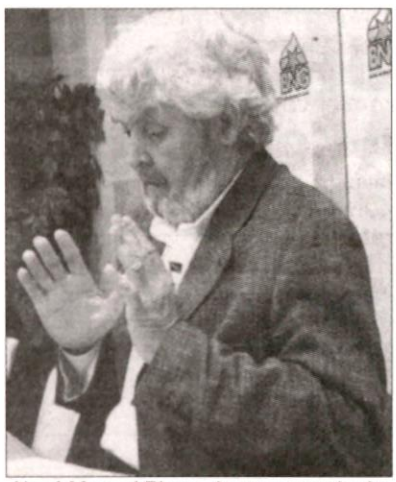
Un bilan général indécis

Malgré la remise en cause du gouvernement Aznar, en raison de son alliance avec les U.S.A. lors de l'intervention unilatérale contre l'Irak et de son incurie après le naufrage du « Prestige », le Parti populaire s'en tire plutôt bien. Aux municipales il n'est devancé par le Parti socialiste (P.S.O.E.) que de 200.000 voix, celui-ci obtenant 34,7 % des suffrages devant les 33,8 % du P.P.

Le P.P. a plus de conseillers municipaux (24.623) que le P.S.O.E. (21.917), a plus de maires élus à la majorité absolue (2.969) que le P.S.O.E. (2.267).

La Galice

Le P.P. y reste le premier parti avec 41,5 % des suffrages (45,3 % en 1999), mais la Galice sera de moins en moins une réserve de voix de droite, puisqu'elle ne vient qu'au 7e rang des régions où le P.P. est majoritaire. Le P.S.O.E. vient au 2e rang avec 27 % des voix et le Bloque nacionalista gallego au 3e rang avec 19,4 % des voix (mais en en gagnant 20.000). Cependant dans la province de Pontevedra (où se situe Vigo), le B.N.G. avec 22,3 % des suffrages talonne le P.S.O.E. qui y obtient 23,3 %.



Sandra Alonso/La Voz de Galicia

Xosé Manuel Bieras, le porte-parole du B.N.G. galicien annonçant le progrès de 20.000 voix enregistrées par son parti.

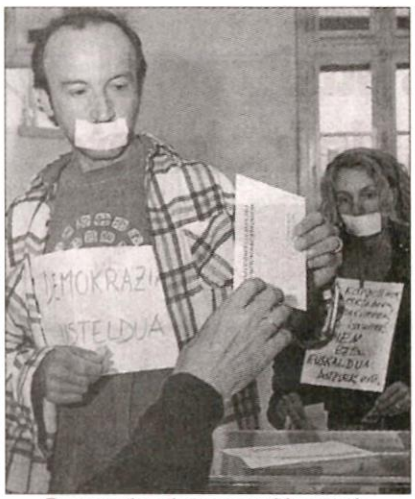
Les résultats sont quelque peu décevants pour le B.N.G. qui n'augmente que de très peu son nombre de conseillers municipaux avec 594 conseillers élus (+ 8) sur environ 5.000 candidats) et qui n'a que 5 maires élus à la majorité absolue. Sur les sept plus grandes villes, le B.N.G. ne progresse (en sièges) qu'à Ourense et à La Corogne ; par contre il recule au Ferrol, à Lugo et à Saint-Jacques-de-Compostelle. Il dirigera la seule ville de Pontevedra (en alliance avec le P.S.O.E.) ; le P.S.O.E. dirigera Lugo, Saint-Jacques (avec l'appui du B.N.G.), Vigo, La Corogne. Le P.P. garde le contrôle du Ferrol et d'Ourense.

Paradoxalement, le P.P. obtient de bons résultats dans des villages côtiers affectés par la marée noire du « Prestige » : ainsi, à Muxia, un des ports les plus touchés, le P.P. obtient 49 % des voix, le P.S.O.E. 30 % et le B.N.G. 6,8 %. En fait, comme l'a fait remarquer un commentateur, « la Galice plus pauvre vote P.P. et la plus riche vote à gauche ».

Le Pays basque

Dans la communauté autonome d'Euskadi (provinces de Guipuzcoa, de Biscaye et d'Alava) les listes du Mouvement de l'autodétermination (AuB), ayant succédé à Batasuna, ont été déclarées inéligibles par le gouvernement ! Cela est très grave, car cela empêche l'expression démocratique du courant nationaliste radical, ainsi réduit à l'action clandestine et violente. Les nationalistes radicaux ont demandé à leurs électeurs de voter nul ou d'utiliser des bulletins préparés à l'avance, mais considérés comme nuls. Les bulletins nuls représentent 10,6 % des votes dans la communauté autonome d'Euskadi et 5,7 % dans celle de Navarre, même si tous les bulletins nuls ne sont pas acquis à Batasuna.

Aux municipales, la coalition des nationalistes démocrates P.N.V.-Eusko Alkartasuna obtient 35 % (auxquels il faut ajouter les 8,2 % des listes séparées de chacun des deux partis, soit plus de 43 % des suffrages ! Avec les 7,9 % de Izquierda Unida (communistes), troisième composante du gouvernement basque, la majorité absolue est atteinte ! Les socialistes font 22,8 %, le P.P. 18,7 %. La coalition P.N.V.-E.A. l'emporte à Bilbao, mais aura besoin de l'appui de I.U. pour gouverner la ville. A Saint-Sébastien, le P.S.O.E. est en tête, mais devra gouverner la ville en coalition (avec le P.P. ou avec les nationalistes démocrates ?) A Vitoria, capitale de la communauté autonome et de l'Alava, le P.P. vient en tête. La coalition P.N.V.-E.A. obtient la majorité dans les conseils provinciaux de Guipuzcoa et de Biscaye.



Pablo Senchez/La Voz de Galicia

Protestation des sympathisants de Batasuna (interdit) au Pays basque : dans ce bureau de vote de Saint-Sébastien, ils votent, la bouche close par un sparadrap.

Dans la communauté autonome de Navarre (une des quatre provinces basques d'Espagne) c'est l'Union du peuple navarrais, alliée au P.P., qui est majoritaire avec 23 sièges (+1), le P.P. en a 4, les socialistes stagnent avec 11 sièges, I.U. en a 4 (+1), la coalition P.N.V.-E.A. en a 4 (+1) ; le parti Aralar, issu de la mouvance Batasuna, hostile à la lutte violente clandestine, en a 4 ; ces trois dernières formations recueillent sans doute une bonne part des voix qui avaient permis à Euskal Herritarok (ou Batasuna) d'avoir 8 sièges en 1999 ;

Au total, dans l'ensemble des provinces basques, la coalition P.N.V.-E.A. obtient 892 sièges de conseillers municipaux (399 en 1999) et le P.N.V. seul 629 (620 en 1999) ! Les deux partis basques l'emportent en général dans les localités où il n'y avait en 1999 que des conseillers de Batasuna. Le P.S.O.E. progresse également et le P.P. se maintient.

La Catalogne

Avec 12,7 % des voix aux municipales, l'Esquerra republicana de Catalunya, parti ami de l'UDB, est la troisième force politique après le

P.S.C. (33,2 %) et les nationalistes modérés de Convergencia i Unio (24,3 %). L'E.R.C. a presque doublé son nombre de conseillers de 677 en 1999 à 1.256 en 2003 et obtient 62 maires élus à la majorité absolue (48 en 1999). Par contre, le parti centriste au pouvoir, le CiU, recule en voix et en sièges, ainsi que le P.S.C. (– 4% des voix).

A Barcelone, le Parti socialiste reste en tête avec 15 sièges (–5), le P.P. en a 6 (+1), la Ciu en a 10 (–1), par contre il faut noter les progrès de l'E.R.C. qui remporte 5 sièges (+2) ainsi que de la coalition Initiative pour la Catalogne-Verts (I.C.V.) qui a aussi 5 sièges (+3). L'E.R.C. est aussi la troisième force à Gérone. Elle envisage maintenant avec confiance les élections au parlement de Catalogne.

L'Andalousie

Le P.S.O.E. y reste nettement en tête aux municipales, suivi du P.P. et d'I.U.L.V. La gauche espagnole y est donc majoritaire avec plus de 51 % des voix. Le Parti andalou, membre de l'A.L.E.-P.P.D.E., ne vient qu'au 4e rang avec 8,5 % des voix (9,5 en 1999) ; cependant le P.A. est le seul parti qui augmente (sensiblement) son nombre de conseillers avec 670 (544 en 1999) ; il a 17 maires élus à la majorité absolue.

Les autres régions d'Espagne

Dans les autres régions d'Espagne, nous signalerons en Aragon les progrès de la formation régionaliste « Chunta aragonese » qui a 9 sièges au parlement (+4) et qui obtient 197 sièges de conseillers municipaux (80 en 1999). De même aux Canaries, la « Coalition canarienne » est en tête malgré la perte d'un siège au parlement où elle devra gouverner en coalition avec la droite (qui contrôle la capitale). Les indépendantistes canariens avaient appelé à boycotter les élections du 25 mai.

Y.J.

Les élections en Ecosse et au Pays de Galles

Des revers nationalistes

Le 1er mai dernier ont eu lieu pour la deuxième fois les élections au Parlement écossais et à l'Assemblée nationale galloise. Ces élections ont lieu selon un double système : scrutin uninominal majoritaire à un tour dans des circonscriptions (73 en Ecosse, 40 au Pays de Galles), scrutin de liste à la proportionnelle dans des régions (56 députés dans 8 régions d'Ecosse, 20 députés dans 5 régions au Pays de Galles). Les résultats restent en deçà de leurs espérances pour nos amis de Scottish national party et du Plaid Cymru.

L'Ecosse

Les élections y ont été marquées par une faible participation de 49,4 %.

Les travaillistes restent le premier parti d'Ecosse avec au total 50 sièges (–6) sur 129.

La principale d'opposition est le S.N.P. avec 27 sièges (–8).

Les libéraux-démocrates obtiennent 17 sièges. Les conservateurs sont la deuxième force d'opposition avec 18 élus.

Les Verts obtiennent 7 élus (+6) dans les régions. Le Scottish socialist Party, parti anti-capitaliste, recueille 6 élus (+5). Enfin les indépendants ont 4 sièges.

Après ces élections, les travaillistes ont reconduit leur alliance avec les libéraux démocrates et Jack McConnell a été réélu Premier ministre d'Ecosse.

Le Pays de Galles

La participation y est encore plus faible : 38,1 % contre 46 % en 1999. Rhodri Morgan, président travailliste de l'assemblée, a déclaré que les deux tiers des électeurs qui n'ont pas voté devront être convaincus que l'Assemblée peut améliorer leurs écoles, leurs hôpitaux et leur économie. Pour le professeur Hazeil, la participation dépend de l'importance relative de l'élection et ces élections montrent que les Ecossais et les Gallois croient que Westminster a encore plus de pouvoir que le Parlement écossais et l'Assemblée galloise.

Les Travaillistes obtiennent 30 sièges (–2) sur 60 à l'Assemblée.

Le Plaid Cymru est la première force d'opposition mais ils n'ont plus au total que 12 sièges (–5).

Les conservateurs viennent au 3e rang avec 11 élus. Les libéraux-démocrates ont 6 sièges. Enfin un indépendant est élu au premier vote.

Après ces élections, les travaillistes ont décidé de gouverner seuls, sans les libéraux-démocrates. Devant le recul en sièges de son parti, Ieuan Wyn Jones, président du Plaid Cymru depuis trois ans et chef du groupe nationaliste à l'Assemblée, a présenté sa démission.

Y.J.

Chaque mois depuis 1969
armor
le magazine de la Bretagne au présent
présente et commente
LA VIE BRETONNE
B.P. 419 - 22404 LAMBALLE CEDEX

Le 400e numéro d'Armor magazine

En mai 2003 est sorti le n° 400 d'*Armor magazine* dont le premier numéro paraissait en mars 1969. Créé par Yann Poilvet, indépendant de tout groupe de presse et des formations politiques, cette revue, qui couvre nos cinq départements et comporte un cahier spécial sur les Bretons du monde entier, représente un record de durée dans le domaine de l'information magazine généraliste en Bretagne.

Il est depuis le 1er janvier entièrement en couleurs. Dans ce numéro de 90 pages, un dossier sur la santé et un autre sur la formation, l'évocation de René Pleven et Tanguy Prigent, les cérémonies de la Saint-Yves, des pages spéciales sur Saint-Malo, Douarnenez, Vitré, Dinan, le patrimoine, etc.

Un jour avec...
«Langue et histoire font qu'on



D.R.

Ricardo Montserrat.

Né en Bretagne, en 1954, de parents antifascistes et catalans, Ricardo Montserrat trouve très tôt dans le théâtre un espace où concilier engagement et liberté. Au Chili, dans les années 80, il s'engage contre la Cultura de la muerte, crée ou participe à la création d'une quarantaine d'œuvres qui sont autant de croche-pieds à la dictature.. De retour en France en 1992, il met son talent au service des exclus de la dictature économique. En effet, tout en poursuivant son œuvre personnelle, il met en chantier des Ateliers d'écriture et de création par exemple avec des chômeurs lorientais (« Zone mortuaire » - Série noire - Gallimard - 1997), avec des Rmistes en milieu rural, à Châteauneuf-du-Faou (« Pomme d'amour » - Ouest-France 1998 et Ramsay 1999), avec des femmes étrangères, aux Mureaux (« Les filles d'Ariane »), avec des enfants abandonnés et leurs parents (!), en collaboration avec le peintre Gérard Garouste, (albums en préparation). En Corse, avec Robin Renucci, c'est un troisième espace de liberté, celui de la mémoire des peuples, qu'investissent ses Ateliers d'écriture (« Ava he mortu », théâtre - Corse 2002).

Le Peuple breton : *S'appeler Montserrat, c'est déjà tout un symbole, non ?*

Ricardo Monserrat : Le nom remonte en effet au XII[e] ou XIII[e] siècle et l'abbaye du même nom a été, on le sait, au cœur de la résistance catalane. Cela étant, mes parents sont tous deux issus de la bourgeoisie rouge de Catalogne, rouge car anti-centraliste (anti-jacobine dirait-on ici), anti-cléricale (le clergé espagnol à l'époque c'était quelque chose !), en un mot anti-féodale. Mes parents étaient l'un et l'autre catalanistes et anti-franquistes, les deux choses allant pour ainsi dire de pair.

P.B. : *Tu es né en Bretagne, à Saint-Malo, en 1954...*

R.M. : Mes parents se sont connus à un bal de solidarité des réfugiés espagnols à Rennes. Lui après être passé par Mauthausen, elle, seulement (sic) par le camp de Vern-sur-Seiche. Mon père conservera une amertume certaine à l'égard, non des démocrates et résistants français bien sûr, mais de la France qui les avait lâchés. Louis Guilloux décrit dans « Le jeu de patience » ces trains entiers de familles anti-franquistes renvoyées en Espagne, à la merci de Franco.

P.B. : *Amertume, dis-tu. Et à l'égard de la situation espagnole ?*

R.M. : Mon père était en quelque sorte deux fois exilé. Une fois en tant que réfugié, une autre pour avoir été exclu de la CNT. La division était terrible entre émigrés : anarchistes libertaires d'un côté, communistes de l'autre ; mais aussi entre – disons – radicaux et réalistes. Les uns et les autres se renvoyant la responsabilité de l'échec. Mon père n'est rentré en Catalogne qu'après la mort de Franco. Et encore ma mère, pourtant tout aussi intransigeante, a dû négocier...

P.B. : *Comment toi, enfant et adolescent, vis-tu ces discussions, cette ambiance ? Comment vis-tu à Saint-Malo, en Bretagne ?*

R.C. : J'ai vécu parmi ceux qui avaient été vaincus, qui disaient : « Nous sommes responsables de notre défaite, mais de toute façon les méchants triomphent fatalement. Il faut se battre, y compris jusqu'à la mort, mais on perdra de toute façon. » Je me suis élevé contre cette attitude. Par ailleurs – dois-je préciser que l'on parlait catalan à la maison ? – j'entendais le discours suivant : « Les Catalans ne sont pas comme les autres : ils ont résisté, eux ; ce ne sont pas des « espingouins ». Les fondements de mon combat se trouvent dans cette histoire. Comment en serait-il autrement ? Dans le même temps, j'allais au collège, puis au lycée. J'étais bon élève, bien sûr.... Mon père avait trouvé du travail dans le bâtiment, ma mère dans l'hôtellerie.

P.B. : *1979, départ pour le Chili. On peut assez facilement imaginer les motivations du fils de militants catalans anti-fascistes. Mais concrètement, que fait l'étudiant engagé dans le théâtre et l'écriture ?*

R.M. : Je voulais regagner la guerre que mes parents avaient perdue. Je pars à une période où, après les années noires, la dictature

Ricardo Montserrat n'est pas nus devant le bourreau»

« s'adoucit » un tant soit peu ; ce qui n'empêche qu'il y ait des morts à chaque manifestation. Les Chiliens inventent très tôt une réponse originale et forte qui permettra de sortir par le haut de l'oppression fasciste : la résistance par la culture. Cela veut dire inventer des espaces où exister face à la « cultura de la muerte », face au discours totalitaire : « Vous avez perdu, vous n'êtes plus rien » – ça je connaissais, de famille – Ou encore : « Vous vous taisez ou vous mourrez ». A un moment, pleurer, manifester ne suffit plus ; à un moment il faut sortir de l'engrenage peur-humiliation-haine, refuser les modes de pensée de l'ennemi, réhabiliter les mots dénaturés : pour Pinochet la dictature est une « démocratie protégée »...Avec les Ateliers nous avons, par exemple, permis aux femmes et mères de disparus de sortir de leur enfermement dans la douleur, en créant. J'ai réalisé un spectacle violent contre le terrorisme d'état, « Le Châtiment » ; c'est passé, malgré la censure. J'ai découvert que plus on affirme son identité, plus elle croît.

P.B. : *Comment se passe le retour en France ?*

R.M. : Je découvre le ravage social et humain de la crise, l'exclusion, le traitement médical du chômage. « Prenez le RMI et ne bougez plus... jusqu'à la mort... ». A Tréguier, où j'écris « Aziliz » d'ailleurs, je vois en gériatrie des gens remarquablement soignés – il faut le dire – mais qui se laissent aller parce qu'ils n'ont plus d'histoire. Le lien entre ce que j'appelle la dictature économique et les gens en mal d'identité, identité bretonne en particulier, se fera par les Ateliers d'écriture sociale que je lance alors En sortiront « Zone mortuaire », «Pomme d'amour », etc.

P.B. : *La défense des identités c'est plutôt mal vu aujourd'hui, y compris dans certains milieux de gauche et d'extrême gauche...*

R.M. : Tous les systèmes autoritaires s'attaquent d'abord et toujours à l'identité, à l'être des gens et des groupes. Ce sont bien souvent ces attaques qui génèrent les formes déviantes de l'identité qu'on appelle aujourd'hui communautarismes. Pour ma part, je sais que les résistances catalane ou basque ont puissamment contribué au retour de la démocratie en Espagne. Langue et histoire font qu'on n'est pas nus devant le bourreau.

P.B. : *L'histoire est souvent dure avec les minorités...*

R.M. : Plus l'histoire a été dure, plus elle laisse de traces et plus elle laisse d'énergie insoupçonnée chez les gens. Le comportement des Bretons aujourd'hui est le contraire de la victimisation. La création bretonne moderne en est l'éclatant témoignage. L'enjeu culturel est fondamental. Il s'agit de faire ressortir les savoirs négatifs, les histoires qui permettent de survivre aux humiliations, à la casse économique et humaine. Je l'ai encore récemment ressenti en écrivant « Taol lagad » à Kerfeunten. Les Bretons doivent s'inventer un nouveau légendaire commun pour boucher les trous dans l'âme laissés par l'histoire et exister enfin en entier.

Propos recueillis par
Herri GOURMELEN

La critique, extraits

« Taol Lagad » avec les photographes B. Le Grand et J.J. Vereleт-Banide. Editions Apogée - 2003. Portraits de Kerfeunten. *« Un travail profondément humain qui respire le bonheur et l'espoir ».* ***Ouest-France.***

« Zone mortuaire » Editions Gallimard – 1997. *« Prenez la peine d'ouvrir Zone mortuaire, vous serez étonné, saisis même, par la force étrange de cette histoire de souffrance, de révolte, de désarroi et de colère. D'espoir aussi. Ténu ».* ***Le Monde.***

« Aziliz » Roman. Ed. L'Atalante. 1996. *« Sous une plume violente, voluptueuse, érotique, la patte Montserrat fait resurgir la vie et l'amour, le rêve et le désir là où on ne l'attend plus ».* ***Le Télégramme.***

« La périlleuse mémoire » Ed. L'Harmattan. 1992. *« Violence de l'écriture. Violence des images. Ce livre inhabituel révèle un écrivain qui refuse l'amnésie pour l'Amérique latine ».* ***Le Monde Diplomatique.***

Les adresses à utiliser

UDB

le parti d'une Bretagne autonome

Pour adhérer :
UDB - B.P. 80722
44007 Nantes cedex 01

Pour écrire :
UDB - B.P. 203
56102 Lorient cedex

Pour adresser un fax :
02.97.84.85.23

E-mail :
udbbzh@voila.fr

Nouveau site internet :
www.udb-bzh.net

Bulletin d'adhésion

Rejoignez l'UDB !

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

A adresser à UDB, BP 80722, 44007 Nantes cedex 01, avec un chèque de 24 euro minimum.

✦ Le rêveur de l'Arrée



C'est le temps des mémoires, des livres d'une vie : les quinquas-sexas se mettent à table ! Jean-Marie Ploneis évoque une histoire originale, la sienne, celle d'un fils de petits paysans de l'Arrée. Il quitte l'école dès la fin de la troisième, émigre au Canada. On le retrouve ouvrier agricole, vagabond, soldat, agent des douanes. Il commence les études supérieures sans avoir été au lycée, devient professeur d'anglais, entame des études celtiques, passe un doctorat d'État consacré à la microtoponymie des monts d'Arrée. Les mémoires qu'il écrit sont d'abord un témoignage avec aussi des moments de recul historique, de sérénité. La vie des paysans de l'Arrée est évoquée avec précision et nostalgie. Communiste convaincu, l'auteur partage également la mentalité et l'option politique dominante de son pays. Ce qui n'empêche pas une amitié et un respect profonds pour le chanoine Falc'hun, universitaire celtisant, dont il nous rapporte de nombreux propos.

On retiendra surtout une double histoire : celle de n'avoir pu accéder à l'université en tant qu'enseignant, et surtout celle d'avoir vu son pays de l'Arrée décliner. Curieusement, ce déclin entraîne une tristesse désabusée, partagée par beaucoup, mais pas de réaction collective, politique, économique et culturelle. Pourtant, l'autodidacte souffre : *« Le pays de mon enfance n'existe plus, la société de mon enfance se meurt et la langue de mon enfance va bientôt disparaître. Les uns après les autres, les villages deviennent déserts. Là où existaient plusieurs petites fermes, il n'y en a, parfois plus aucune ; là où vivait tant de jeunesse on ne trouve pratiquement plus que les vieux reclus dans les maisonnettes. La seule ouverture sur l'extérieur est une télévision aliénante qui les écartèle encore un peu plus entre ce qui fut toute leur vie et un univers étranger, factice et uniformisant […] »* (p. 244).

Une écriture simple et claire, un parcours original et des questions qui restent à poser : pourquoi la gauche, si majoritaire dans l'Arrée, depuis si longtemps, n'a-t-elle pas envisagé la bataille du développement et de la culture, comme cela s'est passé dans d'autres parties de la Bretagne ?

Jean-Jacques MONNIER

(Ed. Blanc Silex, 318 p., 16 €)

✦ Rituel nomade



L'éditeur était aussi un poète confirmé ! C'est ce que nous montre le petit livre de Bruno Geneste, avec deux longs poèmes, à la rencontre de l'homme et les éléments de la nature : le vent, l'eau, la roche, le ciel, le feu et par-dessus tout, le silence.

J.J.M.

(Ed. Blanc Silex, 48 p., 12 €)

✦ Du café vous aurez ?



Jean Le Du, universitaire à la retraite, a relevé et classé des mots, des expressions, des tournures bretonnes qui subsistent dans l'usage courant. Il a réalisé un abécédaire, illustré d'exemples, généralement commentés ou expliqués. Toute personne au contact de bretonnants, ou de leurs descendants francophones, même monolingues, a déjà entendu une partie de cet inventaire. Quelques exemples sont éloquents : *« Le mur est allé bien depuis qu'il est chéqué »* ou *« Ils ont friqué tout leur argent »*, ou encore *« Il a eu du goût avec mon livre ». « Jean n'est pas dans son jeu en ce moment »*, référence à l'état de santé. Un index terminal rassemble les mots traités dans le livre. Le phénomène de bretonnisation du français a été accentué par le non enseignement et la dévalorisation de la langue bretonne. Bien que l'auteur n'évoque pas le sujet, on peut noter que la richesse et l'originalité du français parlé dans la zone bretonnante découlent du monolinguisme scolaire imposé par l'Etat. Interdit et stigmatisé, le breton a percolé dans le français.

J.J.M.

(Ed. Armeline, 238 p., 12 €)

✦ Bilzig



Il est question en pages bretonnantes de ce journal du roman de Fañch Le Lay, *Bilzig. Skol Vreizh* nous en donne la version originale en breton, accompagnée de la traduction en français, réalisée par Bernard Cabon (une garantie !). C'est l'histoire d'un gamin de Locquirec à la fin du XVIII[e] siècle, peu avant la Révolution.

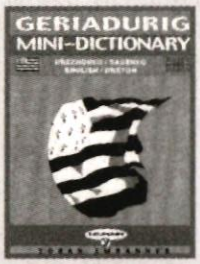
L'auteur, natif de Locquirec (1859-1937) a été professeur principalement au lycée de Pontivy. Doctorat à Rennes en 1912. Revenu au pays à sa retraite, il fut maire de Locquirec et rédigea ce roman, paru en 1924-25.

Les non-bretonnants liront avec intérêt ce livre dont Abeozen a dit : *« Sans aucun doute l'un des meilleurs écrits publiés en breton »*. En complément on trouvera une « Préface » de Jean-Christophe Cassard et un « Avant-propos » de F. Favereau. Et de nombreuses notes. De jolies illustrations de Noëlle Le Guillouzic. Une aide pour les néo-bretonnants. Un joyau pour les autres.

Glaoda MILLOUR

(Ed. Skol Vreizh, 360 p., 24 €)

✦ Des mini-dictionnaires







Nos lecteurs se souviennent peut-être de la présentation, ici, il y a quelques mois, du petit « geriadurig », du mini-dictionnaire français-breton et retour, que le petit éditeur Yoran Embanner avait eu l'audace de mettre en vente. Eh, bien, ça marche : les 15.000 exemplaires ont été récemment dépassés et cela réjouira beaucoup de Bretons.

Fort de son coup d'essai réussi, Yoran récidive et frappe fort : trois nouveautés annoncées, selon le même principe : 4.000 mots de la langue d'aujourd'hui avec deux lexiques en un. Les nouveautés ? Pour un prix très modeste, on va disposer du « Brezhoneg-Soazneg », c'est-à-dire le mini-dico anglais-breton et breton-anglais. Auteur : David Ar Rouz. Titrage 4.000 exemplaires. Puis le « Deutsch-Bretonish », c'est-à-dire le geriadurig » allemand-breton et breton-allemand dû au talent de Gwenn Oster. Même tirage de 4.000.

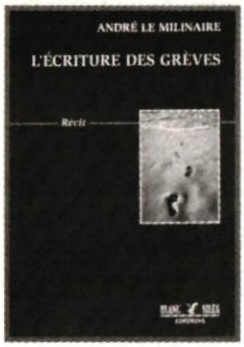
Et, cerise sur le gâteau, Yoran Embanner, éditeur breton, quitte notre pays pour… la Corse ! « Mini-dico » en corse, ça se dit « Dizziunariellu »… C'est dû aux deux auteurs insulaires, Marcellu Acquaviva et Toussaint Massiani. C'est tiré à 10.000 exemplaires. C'est distribué dans l'île par la « Distribution corse du livre ». La publicité de lancement de ce mini-dico dit, non sans humour : « Parfois il est bon d'avoir sa langue dans sa poche » ! On appréciera.

Et bravo à Yoran pour cette ouverture commerciale. Notre petit doigt nous dit que cette première hors-Bretagne pourrait n'être pas la dernière…

Ronan LEPROHON

(Geriadurig brezhoneg-saozneg, Yoran Embanner, *6 €)*
(Geriadurig brezhoneg-alamaneg, Yoran Embanner, *6 €)*
(Dizziunariellu français-corse, Yoran Embanner, *6 €)*

✦ L'écriture des grèves

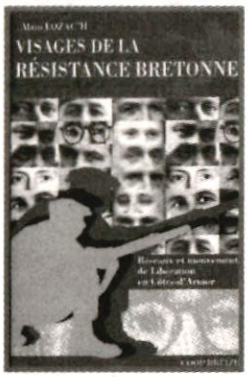


Blanc Silex publie un récit d'André Le Milinaire, une évocation des grèves du fond de la baie de Saint-Brieuc. Un lieu fragile entre tous, menacé par les travaux portuaires et l'extension urbaine, un lieu de contacts et de vie pourtant, malgré les algues vertes. Le livre est aussi une réflexion sur l'homme et la grève, sur l'homme sur la grève, « entre terre et ciel, entre ciel et eau, entre veille et sommeil ». Evocation de lieux et d'artistes, appuyée sur quelques dessins de Tanguy Dohollau.

J.J.M.

(Ed. Blanc Silex, 112 p., 12 €)

✦ La résistance bretonne mieux connue



Avec un recul de plus de 55 ans, il est plus facile de dégager une vue d'ensemble de l'histoire de la Résistance en Bretagne. Mais la disparition de beaucoup d'acteurs rend urgent encore le travail de collectage de l'information brute, plus souvent locale. D'où l'intérêt du livre d'Alain Lozac'h, ***Visages de la Résistance bretonne***, consacré aux réseaux et mouvements de libération dans le département des Côtes-du-Nord. Une dizaine de témoignages directs d'anciens acteurs de la résistance constitue la partie la plus originale du travail, en partie grâce à la qualité et à l'indépendance d'esprit des témoins. L'ouvrage évoque successivement des aspects de l'occupation, la structuration et l'action des groupes de résistance, la restauration de l'État au lendemain de la Libération. Un intéressant cahier de photographies, souvent inédites, complète l'essai. On appréciera également l'index détaillé. L'ensemble constitue un apport important qui restera à enrichir dans le domaine des circonstances de la Libération et des structures de commandement.

(Ed. Coop Breizh, 390 p., 22,60 €)



La Bretagne dans la bataille de l'Atlantique, c'est le nouveau livre de Roger Huguen, qui étudie la stratégie du ''Bomber command'' anglo-américain appliquée à la Bretagne. Plus de 70 documents photographiques ont été joints. L'auteur, un grand spécialise de la Dernière guerre, présente d'abord l'action de la Kriegomarine à partir de la Bretagne, puis les bombardements de Lorient et de Saint-Nazaire par les alliés, sans omettre l'action des réseaux de renseignement. On suit, pas à pas, la guerre maritime et aérienne en Bretagne. La masse d'informations rendues disponibles est considérable. Il manque un index, comme celui qui accompagne l'ouvrage d'Alain Loczac'h, et des développements sur l'opération Chariot (2 pages seulement) et sur le travail de renseignement qui a rendu cette opération possible. Un travail considérable.

(Ed. Coop Breizh, 670 p., 25 €)

J.J. MONNIER

✦ Les Bretons de Nominoë



Le brillant ouvrage de Jean-Christophe Cassard est à nouveau disponible. Initialement paru aux éditions Beltan en 1990, il est, cette fois, publié aux PUR.

J.J.M.

(Ed. Presses Universitaires de Rennes, 342 p., 20 €)

@ La Bretagne sur Internet

par Alain Cedelle

Quelques bonnes adresses pour un été en Bretagne sous le signe du tourisme et des festivals.

Séjours et festivals

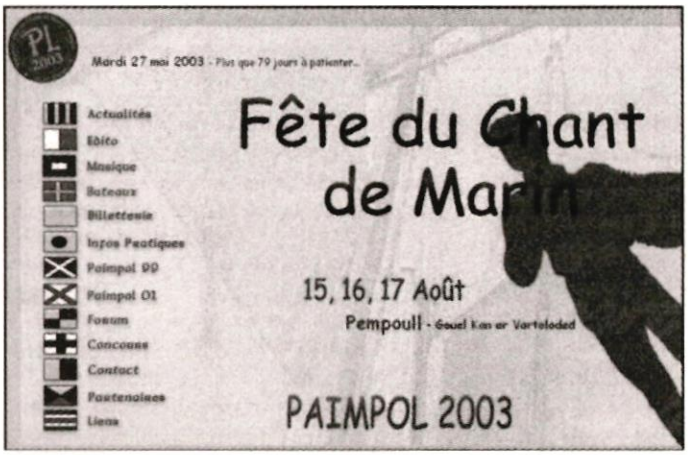
Le site "Hôtels de Bretagne" n'a pas omis la Loire-Atlantique dans ses destinations. On trouvera ici un grand nombre de liens touristiques vers tous les pays de Bretagne, ainsi qu'un annuaire d'hôtels classés par département et par ville.

Un "guide pratique" propose également un grand nombre d'adresses de sites internet de tous genres, classés par thèmes. L'ensemble de la présentation est simple et agréable.

Ceux qui ne se passionnent pas pour l'annuaire des golfs, trouveront peut-être leur bonheur avec l'agenda des festivals.



www.hotels-de-bretagne.com



www.paimpol-2003.com

Fête du chant de marin

La Fête du chant de marin de Paimpol se présente de façon très soignée sur ce site. La navigation entre les pages passe par un joli menu décoré de pavillons de marine.

En attendant le programme de ce festival, qui se tiendra du 15 au 17 août prochains, on pourra consulter la galerie des précédentes éditions de 1999 et 2001. Des séquences de vidéo y sont disponibles. Un enregistrement de cris de mouettes nous transporte sur le bord de mer, pour la plus grande joie des internautes bretons expatriés.

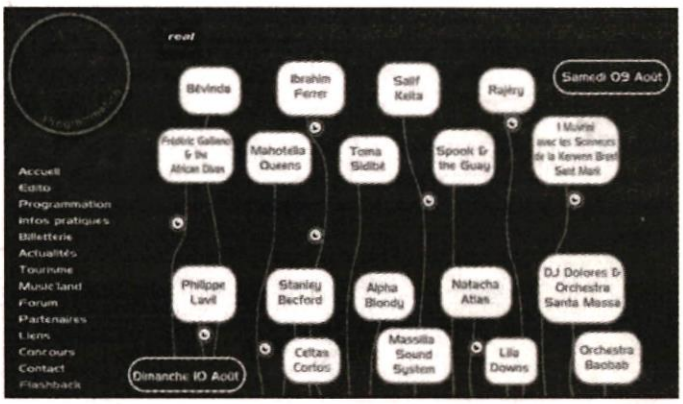
Plusieurs rubriques sont proposées, comme les tarifs de la billetterie et un forum qui permet d'échanger entre visiteurs et organisateurs.

Festival du bout du monde

Une mention spéciale est à noter pour le graphisme original de ce site du Festival du bout du monde. Une vingtaine d'artistes de tous les pays seront présents à Crozon, les 9 et 10 août.

La liste de ces artistes est affichée sur le site et chaque nom permet d'accéder à un texte descriptif, ainsi qu'un extrait de musique. On remarque en particulier les groupes bien connus que sont I Muvrini et Massilia Sound System.

Le détail du programme n'est pas encore mis sur le site, mais on l'attend avec impatience.



www.festivalduboutdumonde.com

Des «Prizioù» pour quel avenir ?

L'avenir de la langue bretonne vaut bien un prix. Et même plusieurs. Le Conseil régional a donc créé les « Prix régionaux de l'avenir du breton » et en a confié l'organisation à l'Ofis ar brezhoneg. La cérémonie de remise de ces prix avait lieu le 17 mai à Tréguier, dans le cadre de Gouel Erwan, en présence de Léna Louarn, présidente de l'Ofis ar brezhoneg, de Jean-Yves Cozan, vice-président du Conseil régional de Bretagne et du « parrain » de la promotion 2003, Goulc'hen Kervella, de Strollad ar Vro Bagañ.



Photo Le Peuple breton/Pierre Morvan

Michel Bolloré pour la CCI de Quimper-Cornouaille, Owen Potto, de Keit vimp beo et Meuriad et Gérard Jilberz ont reçu les «Prizioù Rannvroel Dazont ar brezhoneg», le 17 mai, à Tréguier.

Les prix, dont le but est de « valoriser des actions exemplaires allant dans le sens de la réappropriation de la langue bretonne », correspondent à trois catégories : associations, entreprises et individuels. Parmi la douzaine de « nominés » figuraient Radio-Kerne, Kentelioù Breizh qui assure des cours de breton sur la région nantaise, Ar Bed keltiek, le magasin quimpérois de Gweltas ar Fur ou encore Katell Chantreau qui a publié, en breton, ses carnets de voyages en Amérique du Sud...

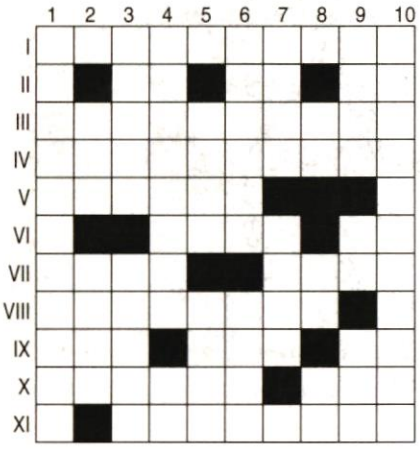
Le lauréat désigné dans la catégorie « associations » est Keit vimp beo, pour la publication du mensuel tout en breton, « Meuriad », destiné aux adolescents. Dans la catégorie « entreprises », c'est la Chambre de commerce et d'industrie de Quimper-Cornouaille qui rafle le prix pour la mise en place d'une signalétique bilingue et l'utilisation du breton dans sa communication. L'heureux élu de la catégorie « individuels » est Gérard Jilberz pour son action en faveur de l'apprentissage du breton en presqu'île guérandaise où, dit-il avec humour, « le nombre de bretonnants ne peut que progresser »...

Quel avenir pour la langue bretonne ? Avec beaucoup d'autres, les lauréats récompensés à Tréguier s'en préoccupent à leur manière, à l'image de la CCI de Quimper qui projette d'étendre sa signalétique bilingue aux ports et aéroports dont elle a la charge. A l'image aussi de l'Ofis ar brezhoneg, donc l'action indispensable et exemplaire doit être soulignée. Mais ces efforts se heurteront toujours à un mur, tant que les pouvoirs publics n'auront pas mis en place un véritable statut pour la langue bretonne. Le Conseil régional doit donc aller plus loin et offrir, au-delà de ces « prizioù » bienvenus, de véritables perspectives pour la langue bretonne.

P.M.

Mots Croisés Bretagne - Celtie n° 159

(Toutes les réponses sont en français)



HORIZONTALEMENT : I. Une circonscription bretonne l'était... avant d'être atlantique. - II. Phonétiquement difficile d'être le premier magistrat dans cette commune normande ! ; Pieuse abréviation ; Cité légendaire bretonne. - III. Vivant sur terre. - IV. Une Bretonne l'est. - V. Source chaude. - VI. Le Breton a la réputation de l'être ; Film américain. - VII. Roi indien ; En Bretagne, jadis, le lin l'était parfois grâce à la rosée. - VIII. Dans la bouche de Coluche, c'est une insulte ! - IX. Rivière bretonne ; Débouchés de l'agriculture bretonne ; Métal. - X. Banlieue de Londres ; Ce mot américain est cher à Georges Bush. - XI. Cylindre d'un métier à tisser.

VERTICALEMENT : 1. Ils sont la source de bien des fanatismes. - 2. Roulée ; Dans le désordre, on y cherche du travail. - 3. Père de l'école laïque... et du colonialisme ; Se répand. - 4. Train sous-marin ; Chic. - 5. D'après De Gaulle, l'unité française lui doit beaucoup ! ; Supportent les quilles. - 6. Séquence télévisée ; Héros de Shakespeare. - 7. Famille italienne ; Ville turque, anciennement Edesse. - 8. Beaucoup plus grande qu'un chemin creux breton ; Difficulté ; Ouvrier. - 9. Prénom gallois ; Plus souvent nommés U.S.A. ; Tête piquante. - 10. Se dit d'une maladie sans cause connue.

Ronan PAGAN

SOLUTION du n° 158

Horizontalement : I. BRELEVENEZ. - II. II ; UTER ; RO. - III. LABOUSED. - IV. UB (BU) ; AZE. - V. NAVIGANT. - VI. GUERLEDAN. - VII. USU ; E.S. (EMILE SOUVESTRE) ; TAT (TATA). - VIII. ITRON ; SINE. - IX. S.R. (STADE RENNAIS) ; RAFIOTS. - X. MARINE ; NES. - XI. ELAN ; EUSSA.

Verticalement : 1. BILINGUISME. - 2. RIA ; AUSTRAL. - 3. BUVEUR ; RA. - 4. LUOBIR (RIBOUL) ; ORIN. - 5. E-TU ; GLENAN. - 6. VES ; AES ; FEE. - 7. ERE ; N.D. (NOEL DEVAULX) ; SI. - 8. DATATIONS. - 9. ER ; NANTES. - 10. ZOKEN ; TESSA.

Stages de breton

K.E.A.V. est une école d'été en breton, créée en 1947. Depuis 1977, elle se tient à Skaer, près de Rosporden. Cette année K.E.A.V. se déroulera sur 3 semaines en juillet (6-12 ;13-19 ; 20-26).

On accueille tous ceux qui veulent étudier et pratiquer le breton pendant une semaine ou plus. Chaque jour : 5 heures de cours, mais la vie en dehors des cours se déroule en breton uniquement.

Prévoyez assez tôt votre inscription. Tous les ans, les effectifs sont complets.

K.E.A.V., 22 Hent Mouliouen, 29000 Kemper - 02.99.53.58.34.

●

Stage intensif d'activités en breton

Du 7 au 12 juillet à Gwern (56) organisé par l'association Gevred du pays vannetais

Lors de ce stage, on propose aux stagiaires de s'immerger en breton avec des bretonnants de naissance et cela par le biais d'activités : mécanique, rénovation d'une fontaine, d'un lavoir, confection de crêpes, compositions florales, cuisson au four traditionnel, aide à la préparation du pardon de Locmeltro… mais aussi écriture d'un article, initiation à l'interview radio. Et également plusieurs veillées.

Renseignements : 02.97.39.73.72 - 06.83.02.21.63

●

Stage intensif de breton «Daoulamm»

Du 30 juin au matin au vendredi 4 juillet organisé par le Centre de langues (formation continue) **de l'Université de Rennes 2**

Le travail se fait par petits groupes homogènes, sous la direction d'enseignants entraînés à la méthode intensive d'acquisition des langues. Tous les niveaux sont admis, depuis le débutant total jusqu'au niveau le plus avancé. Chaque groupe change toutes les heures d'enseignant et de type d'enseignement (pratique orale, grammaire, phonétique). Le travail commencera le lundi 30 juin, à 9 h, sous la direction pédagogique de Mark Kerrain.

Renseignements et inscriptions : 02.99.14.16.07

●

Kan ar Yezhoù 2003

Organisé par STUMDI

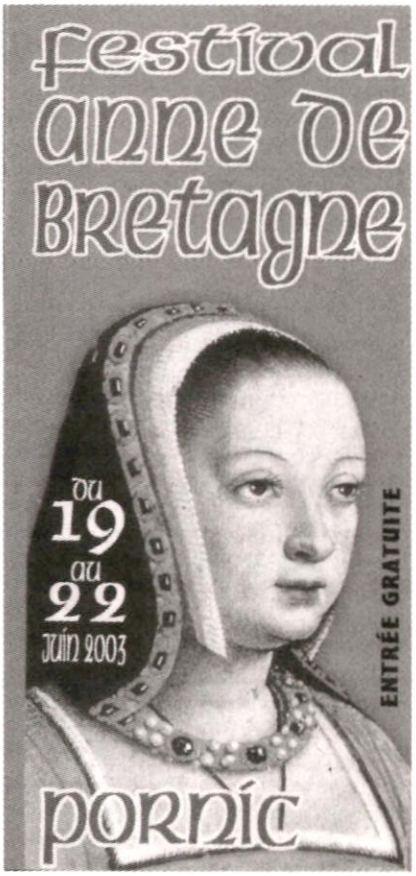
La première édition de Kan ar Yezhoù («le chant des langues») se déroulera à Landerneau du lundi 7 au samedi 12 juillet.

Cette semaine des langues celtiques sera l'occasion de découvrir ou d'apprendre le breton, le gallois ou l'irlandais.

Vous pourrez choisir entre des formations d'une journée ou de cinq jours.

Kan ar Yezhoù se déroule la même semaine que le festival Kann al Loar. Les participants, après leur journée de formation, pourront donc se détendre dans une ambiance festive et musicale.

Renseignements, tarifs, hébergement : 02.98.21.39.94



Réunion publique

Le vendredi 13 juin à 20 h 30, à Lorient, salle audio-visuelle de la Cité Allende

Débat public organisé par l'UDB (Union démocratique bretonne) sur le thème :

«Le lobby nucléocrate en France mythe ou réalité»

avec une intervenante exceptionnelle **Monique Sené** qui fut l'invité du P.B. le mois dernier.

Contact : 02.97.86.12.76

Théâtre en gallo

Le samedi 14 juin, à Ti-Kendalc'h à Saint-Vincent-sur-Oust (56) – 25 euro

Faire du théâtre en gallo

Afin de développer cette activité, Bertaèyn Galeizz organise un stage de découverte du répertoire agrémenté d'exercices, avec Anne-Gaëlle Normand, animatrice de théâtre et André Le Coq, enseignant de gallo.

Renseignements : 02.99.38.97.65

bertaeyn.galeizz@wanadoo.fr

P.B. Services

La Gallésie en Fête 28-29 juin, à Monterfil (35)

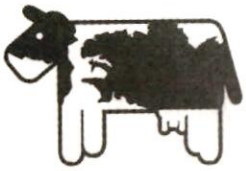


"La Gallésie en Fête" nous offre cette année encore de belles surprises... à commencer par une programmation aux couleurs méditerranéennes que l'on retrouvera dès le samedi soir avec le concert d'Idir (concert événement, date unique en Ille-et-Vilaine en 2003).

Accueillir Idir en Pays gallo avec son engagement, sa poésie et sa musique est riche de sens pour "La Gallésie en Fête" qui se place au carrefour des cultures, et qui travaille à la transmission des traditions orales pour mieux explorer le monde.

Exposition

« TERRE DE BEURRE »



au Musée d'art et d'histoire de SAINT-BRIEUC (22) du 24 mai au 28 septembre

Cet événement est une coproduction de l'université de Rennes 2 - Haute Bretagne, de l'association Amann mad (Comité des beurres salés de Bretagne) et du Musée de Saint-Brieuc. L'ensemble du projet est conçu, réalisé et mis en œuvre par les étudiants de la promotion Patrimoine 2001-2003 de la maîtrise « Métiers de l'exposition ».

Ouverture du mardi au samedi, de 10 à 18 h, rue des Lycéens martyrs.

La fabrication, les modes de présentation et de représentation, le rôle de la femme, les rites et croyances religieuses, les mythes et légendes, les souvenirs, les arts de la table, l'art culinaire contemporain sont autant de thèmes abordés par l'exposition.

Sur plus de 200 m2, une centaine d'objets originaux, d'affiches, de photos, de films, de contes et légendes sont mis en scène : marques à beurre de Spezet (Finistère), barattes, écrémeuse, vidéos analysant les publicités au fil du temps, recettes, ambiances sonores (conte de la Ribotée, proverbes et comptines...).

Entrées : de 1,20 euro à 2,20 euro.

PETITES ANNONCES

Nous avons une rubrique de petites annonces à tarif unique : 9 € (par chèque avec l'annonce). Pas plus de 8 lignes de texte.

Festoù-noz

Les demandes d'annonces de festoù-noz étant de plus en plus nombreuses, le P.B. donne la priorité aux festoù-noz dont les organisateurs se font connaître dans le texte de leur annonce.

Le 14 juin
à LA ROCHE-BERNARD (56)
Fest-noz organisé par Mike James et Yves Leblanc

●

Le 20 juin
à BATZ-SUR-MER (44)
Fest-noz avec Sonerien du
Organisation Fête de la Musique

❍

à PLOEMEUR (56)
salle Amzer Nevez
Organisation Amzer Nevez

●

Le 21 juin
à NANTES (44)
A partir de 20 h, devant l'espace J. Demy, fest-noz gratuit
Organisation Agence culturelle bretonne

❍

à PORNIC (44)
Fest-noz, à 21 h,
salle du Canal, avec Aelig,
Les Pibalous, Ha Daou Kozh, etc.
Organisation Festival Anne de Bretagne

❍

à LORIENT (56)
Place Aristide Briand
Fest-noz de la fête de la musique
avec Carré-Manchot, etc.
Organisation Emglev Bro an Oriant

●

Le 28 juin
à MONTERFIL (35)
Fest-noz organisé par
La Gallésie en fête

❍

à MOUZEIL (44)
Fest-noz gratuit
avec le bagad Bro-Vez
Organisation Comité des fêtes

❍

à ROCHEFORT-EN-TERRE (56)
Fest-noz-Fouée organisé par Mike James et Yves Le Blanc

Courrier

Les amis du PS

« Breton d'origine, de naissance et de cœur, marié à une Bourguignonne et habitant la ville de Dijon, je suis un fidèle lecteur du PB depuis quelques années, même si je n'en partage pas les orientations politiques.

Mais votre revue n'existe que par et pour la Bretagne, notre pays, et, rien que pour cela, elle mérite que l'on s'intéresse à elle.

Vous êtes, vous et vos lecteurs, des gens de gauche convaincus, engagés et responsables et c'est pourquoi je vous fais parvenir un article paru dans "Le Bien public", journal local de Dijon (où s'exprime) Mme Marie-Thérèse Mutin, élue socialiste et membre influent du PS de Bourgogne.

(Notre lecteur nous communique une déclaration de Mme Mutin : « À l'époque où l'urgence est de construire une Europe politique capable de contrebalancer la puissance américaine, le gouvernement français est mobilisé pour affaiblir l'Etat au profit d'une parcellisation des pouvoirs [...] Sans débat aucun, on organise le cadre d'une Europe des régions, Europe libérale par excellence où l'esprit de compétition, donc de créations d'inégalités, sera exacerbé. Parce que je souhaite une France forte [...] je soutiens le mot d'ordre : la République doit être une et indivisible ».)

[...] Publiez ce discours de Mme Mutin pour que les adhérents de l'UDB sachent à quoi s'en tenir sur leurs amis du PS [...] ».

Jean-Pierre Herry, Dijon (21)

Nous n'avons pas besoin de faire le voyage de Dijon pour entendre des propos ineptes, comme ceux que stigmatise notre lecteur : il y a, en Bretagne, quelques beaux spécimens de diplodocus de la pensée politique, à gauche, comme à droite. Mais devons-nous pour cela baisser pavillon devant ces adversaires de notre cause et renoncer à vouloir changer les choses ?

Mme Hélène BOULZENNEC et toute la famille, très touchées de la sympathie qui leur a été témoignée lors du décès de M. René BOULZENNEC, remercient tous les camarades de l'UDB qui leur ont apporté du soutien pendant ces moments difficiles par leur présence, par leurs envois de cartes et par l'hommage qui a été rendu dans « Le Peuple breton » du mois de mai.

La priorité anti-nucléaire

« Je pense que, pour le moment, le combat à anticiper est celui de l'anti-nucléaire [...]. En effet, de récents événements géophysiques ont rappelé aux Bretons que nous sommes traversés par une ligne de faille à hauts risques qui longe l'Atlantique sud et atterrit au-delà de la baie des Trépassés (je suis assise dessus).

Il faut dès maintenant s'atteler à la tâche : les séismes n'arrivent pas toujours chez les autres. En Côtes d'Armor, lors de celui de Lorient, on a, entendu, à Paimpol, les grondements monter du sol et de la mer et senti trembler la terre...

Du combat de Plogoff, restent tous les militants. Il suffit d'en retrouver les traces et surtout de ne pas perdre du temps. Le gouvernement-EDF-nucléaire, lui, a tous les moyens pour nous avoir par surprise.

Il faut aussi faire ressortir des cartons de mon époque, le projet Alter breton, qui recensait tout ce que nous possédons pour diversifier les énergies en Bretagne [...]. Il faut aussi entamer une campagne qui freine le gâchis (car le gâchis est grand consommateur d'énergie). Nous vivons comme des Américains [...] et ils nous ont entraînés [...] dans leur spirale. Sans être pessimiste, je pense que la prise de conscience sera beaucoup plus difficile qu'au temps de Plogoff : nous avons beaucoup de chômeurs et « une belle centrale, ça crée des emplois »... Cela perpétue aussi le centralisme jacobin [...].

[Dans cette lutte], il faut multiplier les colloques, les contacts, mettre régulièrement une rubrique [antinucléaire] dans le journal, pour que les lecteurs passent le tam-tam à ceux qui ne lisent pas, qui ne le lisent plus et qui ne regardent que la télé [...] ».

B.C.,
Arzano (29)

Initiation au breton

« [...] Si vous voulez répandre la langue bretonne, faîtes au moins quelques lignes d'initiation dans chaque numéro ! Ça manque, car, votre journal est soit en français, soit écrit pour des bretonnants accomplis. Il est, à mon avis, trop axé culture celte et pas assez branché économie, histoire, etc. [...].

Pour le TGV Ouest, je suis assez réservée : de plus en plus vite, mais pour arriver où et comment ? De plus, cela massacre l'environnement. Avons-nous vraiment besoin de cela ? ».

M. K.,
Paimpol (22)

Il est difficile de vous suivre sur la place de la langue bretonne dans le PB : des leçons de breton dans un... mensuel, cela ne ferait pas progresser bien vite la connaissance de la langue. N'est-il pas plus important, pour répandre le breton, de donner la plus large publicité aux cours de breton, comme nous le faisons régulièrement dans les pages de PB Services ?

Sur le TGV, votre opinion n'est pas sans intérêt, car TGV peut agir à l'inverse de ce que l'on croît en rapprochant... la Bretagne... de Paris et réciproquement.

Deux remarques sur le PB de mai

« Le texte de Yann Fiévet, en page 13 : un article du "Monde" du 9 mai lui donne raison et au-delà. Certes, l'architecture du système des retraites ne peut rester figée en l'état (il date de 1945-1961), mais c'est bien de la répartition de la richesse produite dont il s'agit et pas seulement d'effets démographiques.

Le texte de Paul Mingant de la page 6 : voici quelques ingrédients supplémentaires [...]. Au 31 décembre 2000, le secteur primaire (agriculture, pêche) employait au total, en B4, 83 128 personnes ; les IAA (industries agro-alimentaires) 69 744 personnes. Le total (152 872 personnes) représente 13 % des emplois directs de B4 (et pas 16 %). Les IAA seules représentaient 5,95 % de l'emploi total et 6,70 % de l'emploi salarié. Ce qui signifie en clair que 94 % des actifs occupés en B4 travaillent ailleurs que dans les IAA.

Sur la période 1995-2000, comment a évolué la population occupée ? Dans le secteur primaire : + 6 178 emplois – dont une grande part dans l'horticulture – ; dans le bâtiment : + 12 859 ; dans l'industrie : + 23 243 et dans le tertiaire : + 128 561 emplois. Autrement dit, en cinq ans, le tertiaire a créé trois fois plus d'emplois que les trois autres secteurs réunis.

Plutôt que de parler de chiffre d'affaires, il vaut mieux parler de valeur ajoutée. Le secteur primaire et les IAA ont contribué pour 12,2 % au PIB de la Bretagne B4 en 2000. Ce qui veut dire que 88 % du PIB a été apporté par d'autres activités...

Il faut peut-être que la Bretagne conserve une agriculture dynamique, mais arrêtons le leit-motiv stérilisant qui consiste à faire croire qu'il n'y a point de salut hors des IAA ».

Liam Fauchard,
Baye (29)

Ce que j'attends

« [...] Je trouve ce mois-ci (mai 2003) dans le PB ce que j'en attends : un positionnement politique clair : régionales, « s'unir à gauche » (si la gauche veut bien...) ; dans la controverse à propos du courrier de E. E. du Faouët ;

– une réflexion approfondie, avec le début du dossier sur l'agriculture ;

– une place pour la polémique : bravo Kergrist, à propos de Ruquier (efficaces, à mon avis, les petits articles courts de cette nature) ; on a donc (voir courrier) le droit de ne pas approuver Yann Fiévet ! Puisque toutes les opinions sont recevables, j'en recevrais volontiers de moins caricaturales...

En gros, un plaisir de vous lire.

Et tandis que je lis votre page 9 sur Saint-Nazaire, "Dimanche-Ouest-France" me met entre les mains un complément de 16 pages sur Saint-Nazaire dans lequel il n'y a pas les mots Bretagne ou breton. Un oubli ? Allez ! Il y a du boulot ! ».

François Colcanap,
Brest (29)

PETIT SONDAGE

Voici les résultats obtenus, avec un échantillon crédible de réponses.

A - Voudriez-vous des articles plus longs, moins longs, inchangés ? Cette dernière option l'emporte à 72 %. Si une nuance devrait être apportée, elle porterait sur des articles un peu moins longs (et plus nombreux).

B - Vous souhaitez des articles signés, à presque 100 %. C'est clair.

C - A plus de 76 %, l'illustration vous convient. S'il devait y avoir une petite modification, elle consisterait à introduire un peu plus d'images.

D - A cette question, si un quart des lecteurs est pour le statu quo, un autre quart serait désireux d'avoir un P.B. tout en couleur, mais le souhait qui domine (50 %), c'est de disposer de plus de pages. Nous en prenons bonne note.

E - Enfin, à la question relative à la publicité, il n'y a que 20 % d'entre vous à en souhaiter davantage. Souvent et de façon lucide, pour que nous disposions de plus de ressources et donc que nous soyons en mesure d'augmenter… le nombre de nos pages ! Mais malheureusement, c'est 80 % d'entre vous qui n'êtes pas favorables à cette solution. Nous voilà bien dans une impasse : car attendre des ventes au numéro des ressources importantes est aléatoire. Restent les abonnements : il est vrai que s'ils augmentaient sensiblement (en nombre et non pas en prix), le P.B. disposerait des moyens de sa croissance.

Nous y reviendrons. Car nous poursuivons ce dialogue avec vous dans cette « page de journal ». En effet, la richesse des commentaires que vous avez souvent ajoutés à vos grilles de sondage, va nous permettre de rester en liaison avec vous.

Merci à tous.

La rédaction du P.B.

PEUPLE BRETON ADMINISTRATION

A notre local de Saint-Brieuc, Nadine assure désormais à mi-temps le secrétariat du **Peuple breton**. Ses horaires sont : les lundi, mardi et jeudi, de 9 à 13 h ; le vendredi, de 9 à 13 h et de 14 à 18 h.

Si vous avez besoin de précisions concernant les abonnements ou la vente en kiosque, envie de renseignements divers, n'hésitez pas à appeler au **02.96.61.54.11.**

Résultats du jeu du PB de mai

Vous n'avez pas été très nombreux à participer à notre jeu où l'on gagnait des pochettes de timbres… Au point que tous les participants gagnent ! Compte tenu des problèmes de grève à la Poste, nous attendrons même plusieurs jours pour récompenser toutes les participations dont la date d'envoi est du mois de mai, quel que soit le jour d'arrivée à notre boîte postale. Dans l'attente éventuelle, sont gagnants : Maryse, d'Ergué-Gabéric (29) ; Bruno ; de Guiscriff (56) ; Lucie, de Lanester (56) ; Joseph, de Vannes (56) et Gwennan, d'Angers (49).

Jeu du mois de juin



Nous revenons ce mois-ci à un jeu où nous vous proposons de gagner un des 10 CD « Straed an amann » de Dom DufF. Vous connaissez ce disque, si vous en avez lu la critique de Pierre Morvan dans son « Selaouit » du mois dernier (page 32) ou encore, si bretonnant, vous lisez l'article en breton que Jean-Jacques Page lui consacre dans le présent numéro (page 17).

Comment gagner ? Très simple : vous nous expédiez sur papier libre, à notre adresse : Le Peuple breton, BP1, 29850 Gouesnou, vos nom et adresse et cela jusqu'à la fin juin. Un tirage au sort interviendra le 30 juin qui désignera les gagnants qui recevront gratuitement leur CD à domicile. Bonne chance !

Abonnez-vous au Peuple breton

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

● Souscrit un abonnement ❑
un réabonnement ❑

– tarif normal : 30 €
– tarif de soutien : à partir de 33 €
– étranger par avion : 40 € et plus

à partir du n°..... inclus.

● Prélèvement automatique mensuel
❑ minimum : 3 €
❑ de soutien : 4 € - 5 € - 6 €
(Joindre un relevé d'identité bancaire)

● Ci-joint le règlement par :
❑ chèque postal
❑ chèque bancaire
❑ mandat-lettre
à l'ordre du
"Peuple breton/Pobl Vreizh"

9 rue Pinot Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC - C.C.P. RENNES 2365-76 V

Musiques de Celtie...

CAPERCAILLIE - Choice Language. (Vertical VRTCD 006 - Distribution Keltia)



Je vous l'avais déjà annoncé lors de la sortie de leur précédent album *Live in concert*, le petit dernier de la famille Capercaillie vient de faire son apparition en ce milieu de printemps. Exit Survival, c'est sous le label créé par Donald Shaw, Vertical, que paraît **Choice Language.**

Alors que leur dernier album studio *Nàdurra* confirmait un retour du groupe à ses racines musicales avec des arrangements traditionnels, le nouvel enregistrement voit de nouveau l'émergence d'un son qui fait la part belle à des apports beaucoup plus modernes. Cela est en partie dû à l'arrivée depuis trois ans dans le groupe, du percussionniste Che Beresford, mais aussi à l'introduction par Donald Shaw de toute une panoplie de samples et d'électronique.

Pour autant le style musical de Capercaillie n'en est pas trop affecté. Nous retrouvons bien évidemment les traditionnels multi-séculaires des Highlands mis en valeur par la voix enchanteresse de Karen Matheson, *Mile marbhaisg air a ghaol* ou *Air fair an la*, mais aussi des compositions des uns ou des autres, *Homer's reel* du flûtiste Michael McGoldrick, *Who will raise their voice ?* de Donald Shaw ou encore *Choice Language* de Manus Lunny.

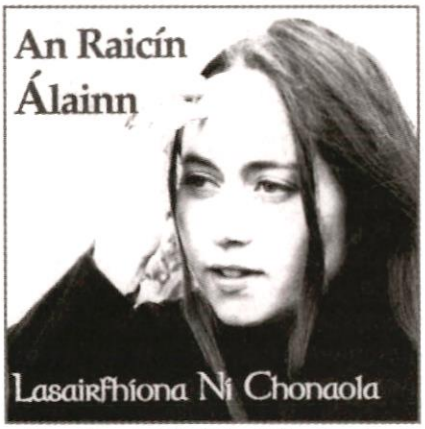
Bref, en dépit de quelques nouveautés sonores, le son Capercaillie est là et bien là, et les aficionados de la belle Karen ne seront pas déçus cette fois encore.

LASAIRFHÍONA NÍ CHONAOLA - An Raicín Álainn. (Auto-produit LNC 001 - Distribution Keltia)

Bien qu'elle ait un nom difficile à prononcer par chez nous, Lasairfhíona Ní Chonaola n'en n'a pas moins choisi le festival de Lorient pour faire paraître son premier album **An Raicín Álainn**.

Native d'Inishere, la plus petite des îles d'Aran, Lasairfhíona a toujours baigné dans le sean-nós, la gwerz irlandaise. Pourtant cela ne l'a pas empêchée de se frotter à une musique plus moderne. Les deux styles transparaissent d'ailleurs sur le présent album.

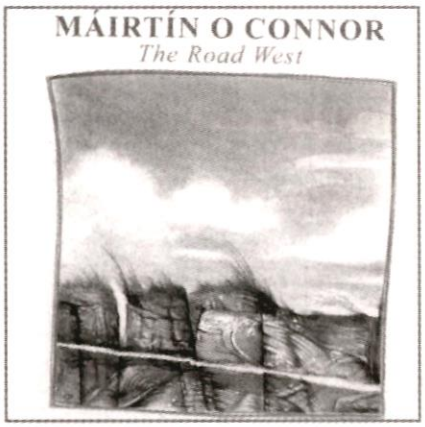
Lasairfhíona est dotée d'une voix superbe qu'elle donne à entendre sur 13 magnifiques chansons, toutes en gaélique, et un morceau de lilting (onomatopées très rythmées). Seule exception, la chanson *Bímse Féin ag lascaireacht*, avec son propre frère pour un dialogue musical de toute beauté.



Mary Bergin à la flûte, Máire Breatnach au fiddle, Johnny McDonagh au bodhrán, et quelques autres distillent délicatement quelques notes subtiles sur les mots de Lasairfhíona. Du début à la fin, un album tout en finesse, et empli de sensibilité.

Si d'aventure les pas de Lasairfhíona la conduisent de nouveau à Lorient, aucune hésitation, foncez l'écouter.

MÁIRTÍN O'CONNOR - The Road West. (Auto-produit MOC003 - Distribution Keltia)



Parmi les maîtres irlandais de l'accordéon, vous ai-je déjà entretenu de Máirtín O'Connor, l'un des virtuoses de la boîte du diable ?

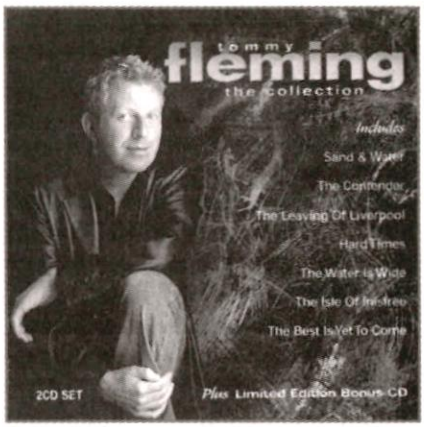
Connu pour avoir fait partie des meilleurs groupes traditionnels depuis la fin des années 70, Máirtín a plus d'une corde à son arc, puisque Dé Dannan l'a compté en son sein, mais également les Waterboys ou Riverdance et qu'il a accompagné à l'occasion des musiciens aussi divers que les Chieftains, les Dubliners, mais aussi Mark Knopfler, Elvis Costello ou Rod Stewart. Et il a joué à plusieurs reprises comme soliste de l'orchestre de la RTÉ.

Le présent album n'est pas son coup d'essai puisqu'il a déjà trois autres disques à son actif, tous distingués par la critique. Sur **The Road West**, 13 compositions originales de Máirtín, aux influences variées. On se balade ainsi de la tradition irlandaise, des jigs ou des mazurkas, à des valses chaloupées et des hornpipes très swings. Máirtín O'Connor passe de l'un à l'autre avec une décontraction manifeste et une dextérité à tous crins.

Il faut dire qu'il est solidement épaulé par quelques pointures : Nollaig Casey au fiddle, Brendan O'Regan au bouzouki, Gerry O'Connor au banjo... Pas moins d'une quinzaine d'invités.

Si vous ne connaissez pas encore cet oiseau rare, courrez vite acheter cet éblouissant album.

TOMMY FLEMING - The Collection. (Dara TORTV 1149CD - Distribution Keltia)



J'avais évoqué ici même il y a quelques mois, la sortie de son quatrième album. Tommy Fleming est aujourd'hui de retour avec un Best of, **The Collection**, un double album de surcroît, qui reprend quelques-unes des plus belles chansons de ses trois précédents CD, *Restless Spirit*, *The Contender* et *Sand & Water*. Plus quelques inédits, dont un magnifique duo avec Eleanor Shanley, *Fare Thee Well Love* et deux morceaux avec le chœur *The Voice Squad*.

Une foule de standards irlandais parmi lesquels Raglan Road, *The Living of Liverpool*, ou *Hard Times* est au rendez-vous.

Le second CD comprend quant à lui, 10 autres titres enregistrés lors d'un concert à Killarney. De *Danny Boy* à *The Water is Wide* ou *Galway Bay*, rien que des succès indémodables.

Et si le cœur vous en dit, vous pouvez retrouver ce même concert, un peu plus long toutefois avec 18 titres, en DVD (Dara TFDVD 1).

Si vous n'avez jamais entendu cet étonnant ténor, hâtez-vous de réparer cette lacune avec le présent album.

Philippe COUSIN

Pelaouit

par Pierre Morvan

Terre

En Bretagne il est assez rare, trop rare, de voir les artistes, les musiciens, les chanteurs… investir, comme on dit, le champ politique… En Corse, Jean François Bernardini, du groupe I Muvrini, a su trouver les mots pour le faire, dans une longue et belle lettre adressée à la veuve du préfet Erignac.* « La sauvegarde de nos terres humaines, *y écrit-il,* n'est nulle part ailleurs que dans le cœur humain, la pensée, l'humilité, la responsabilité humaines et cela commence toujours et partout par « la parole du cœur », fût-elle difficile à dire, fût-elle difficile à entendre ». *Des mots simples et dignes* « pour dire l'amour d'une terre avec en écho, en parallèle, l'amour de toutes les terres du monde »… *Humanité, dignité… un langage universel qui devrait aussi trouver sa place chez nous…

« LA RECOUVRANCE, Histoire de mer de Goélettes et de Brest » (Keltia Musique KMCD 133)



« C'est l'histoire d'une goélette/une goélette à huniers volants/unie à la ville de Brest/cité de la mer et du vent »… Cette histoire, c'est celle de la Recouvrance bien sûr, qui, depuis 1992, laboure les mers, de « Saint Petersbourg à Paimpol, Monaco, Plimouth et Rouen » pour y représenter dignement la cité du Ponant. Cela vaut bien un disque et c'est ce qui fut fait, il y a quelques mois déjà. Seule l'actualité musicale intense m'a empêché de vous en parler plus tôt.

Un disque où l'on reconnaît sans peine la patte, l'esprit et la voix de nos Goristes préférés, Henri Girou, qui signe la plupart des textes, Fañch Le Marec, Yvon Etienne, Christian Desnos, Jean Paul Ferrec, Patrick Audouin, Jacky Bouilliol, Jacky Thomas, aidés de quelques autres grosses pointures venues en renfort… Ils nous racontent de belles fortunes de mer, de bateaux et de marins… L'aventure héroï-que de ***« La Levrette »***, un bâtiment armé pour courser les négriers, ou la fin dramatique du Goéland et de son chien de bord, ***« Dick Board »*** pendu haut et court en « Rosbifie » ! Le mal de mer, auquel pas un marin n'échappe, les naufrages, les tempêtes, et bien sûr, la « polka des matelots » en bordée… à travers cet hommage à leur Recouvrance, les Brestois nous offrent une belle ***« œuvre de partance »…***

Michel TONNERRE : « Kanaka » (Créon Music, Virgin, 5841172)

On lui doit les plus belles compositions contemporaines de chansons de mer. ***« Nous sommes marins », « Le gabier noir », « Reegan Dougan », « Quinze Marins », « Mon p'tit garçon »…*** entre autres, c'est lui… autant de titres devenus désormais des classiques. La mise sur orbite de Djiboudjep, groupe mythique de chants de marin, c'est toujours lui. C'était au mitan des seventies…



Et depuis ? Pas grand chose. Un disque de-ci, de-là. ***« Ti-Beudeff »*** en 1993, ***« Douce barbarie »*** il y a cinq ans, et là, enfin, le retour avec ***« Kanaka »***, pour nous raconter les tribulations de John Kanak, « fils d'une pute et d'un vieux salopard », marin endurci « venu de nulle part », héros d'un traditionnel anglais repris par moult groupes plus ou moins marinés. La bourlingue, les ports – Auckland, Nantucket, Londres, Lorient, Port-Louis… – la déglingue au creux des « nuits gasoil », les bouges louches où flottent des odeurs de bière et de stupre, où l'on boit du « rhum arrangé », et où sont reines les filles d'un jour, les filles de toujours, Gaël, Maria, Loulou la Négresse ou Fanny Hill…

John Kanak regarde au fond de son verre de whisky douze ans d'âge… Il rêve de voyages, d'eldorado et d'amours épicées et c'est Michel Tonnerre qui nous les chante, de sa voix rocailleuse et âpre. Rock sombre et java balancée, blues swingant et mélopées afro, son univers musical aussi nous incite au voyage. Au voyage et à la nostalgie. Embarquement pour l'émotion !

Yvon ETIENNE : « Que des bonnes nouvelles » (Pluriel, Coop Breizh, PLCD 22600)



Goriste toujours, entre autres activités, Yvon Etienne poursuit en parallèle sa « carrière » de chanteur à textes en solitaire. Et chacune de ses sorties de CD est comme un moment privilégié de retrouvailles entre vieux potes… Surtout s'il n'a ***« Que des bonnes nouvelles »*** à vous raconter.

Que des bonnes nouvelles ? Les affres de la météo et des saisons, le cynisme de ***« L'Actionnaire »,*** les prix qui flambent avec ***« Les euros qui volent »,*** le temps qui passe et les souvenirs qui valsent, la rude chute du libéral avancé… Non, tout n'est pas rose chez Yvon, mais l'humour demeure omniprésent, mordant ou tendre selon l'humeur. Et le sens de la formule qui fait mouche aussi. ***« Si la con'rie faisait pleurer/On aurait tous les pieds mouillés »***, chante-t-il, avant de décliner, en connaisseur, les bons conseils du ***« Régime »*** pour maigrir des pieds et des oreilles… Puis de reprendre, en breton, le ***« Parapluie »*** [1] de Brassens.

Entouré de sa bande de copains – on reconnaît dans les chœurs Gilles Servat et quelques uns des Tri Yann – sur fond de musique cajun, Yvon Etienne nous redonne du baume au cœur et on apprécie. Même quand il joue en fond de cour. Merci Yvon !

BABORD AMURES : « La Marine " (Créon Music, Virgin, 5831852)



Reprises de traditionnels (***« Pique la Baleine »***, ***« Chantons pour passer le temps »…)*** ou de chansons d'auteurs (Georges Brassens, Hugues Auffray, Alain Souchon, Harry Belafonte, Graeme Allwright…), Babord Amures aborde le couplet mariné avec du savoir-faire et une humilité de bon aloi. Pas de grandiloquence ici, mais un amour perceptible des embruns et des beaux textes. A souligner un hommage au ***« Grand Léjeon »***, vieux gréement de la baie de Saint Brieuc et ***« La Taverne »***, une autre chanson de Michel Tonnerre : l'un et l'autre, rappelons-le, se produiront à la Fête du chant de marin de Paimpol (2), à la mi-août…

---

(1) « An disglavierig "

(2) Renseignements au 02 96 55 12 77

gouel an erer kozh

Festival des Vieilles Charrues



CARHAIX

KARAEZ

14 · 18 · 19 · 20 JUILLET

a viz gouere 2003

Tricky Mickey 3 D Gotan Project Zazie M Supergrass Renaud REM The Pretenders Laurent Voulzy Nada Surf Enrico Macias Calexico Bénabar
Le Peuple de l'Herbe Salif Keita Israël Vibration Royksopp Stupeflip Carlos Nuñez Massilia Sound System Rjd2 Roni Size Rodolphe Burger
Karin Clercq CQMD 22 Pistepirkko Bikini Machine The Herbaliser Amon Tobin DJ Food Vadim & Russian Ez3kiel Cinematic Orchestra Ganga
Hexstatic High Tone Interlope Monsieur Orange DJ Stupid Dog DJ Kostia DJ Emzighen Hocus Pocus Guichen Quartet Gwenfol Orchestra
Miossec & Le Corre Ozan JLLV Karma Azelice Ifig & Nanda Le Troadeg Cécile & Céline Le Goff & Le Hétet Durassier & Le Strat Matière Première
La Fura Amoros & Augustin Les Cousins Cirque Cambodgien Osama El Masry 3 Points de Suspension Pistons Flingueurs Les Jeunes Charrues...

23 €/jour - 58 € forfait trois jours

0820 890 066 0,099 €/min **www.vieillescharrues.asso.fr**

Conseil Général Finistère Penn Ar Bed
France inter
TV Breizh
sacem
France Bleu Breiz Izel
Rock & Folk Nouvelle Génération
France 3
ouest france
Carhaix Plouguer Karaez-Plougêr
CFTA Transports
Paxe Non alcoolisé
Crédit Agricole Finistère
BRIT AIR
Groupama
Le Télégramme